

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA SIMULATION

EN MATIÈRE

D'ASSOCIATIONS ET DE CONGRÉGATIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le 16 Décembre 1909, à 3 heures

PAR

EDOUARD ROLLET

Président : M. CHAVEGRIN, professeur.
Suffragants : } MM. BERTHÉLEMY, professeur.
JACQUELIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA SIMULATION

EN MATIÈRE

D'ASSOCIATIONS ET DE CONGRÉGATIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le 16 Décembre 1909, à 3 heures

PAR

EDOUARD ROLLET



Président : M. CHAVEGRIN, professeur.
Suffragants : MM. BERTHÉLEMY, professeur.
JACQUELIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1909

BIBLIOGRAPHIE

- PLANIOL. — Traité de droit civil, t. I, II et III.
- BAUDRY-LACANTINERIE et MAURICE COLIN. — Traité des donations, I
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — Traité de la société, du prêt et du dépôt.
- TROUILLOT et CHAPSAL. — Contrat d'association.
- WALDECK-ROUSSEAU. — Associations et congrégations.
- CURET. — Liquidation en justice des biens des congrégations enseignantes.
- CURET. — Liquidation en justice des biens des congrégations dissoutes.
- LEDoux. — Les congrégations religieuses et la loi du 1^{er} juillet 1901.
- FAURE (RENE-PAUL). — Liquidation des biens des congrégations dissoutes.
- CLOUET. — Les associations au point de vue historique et juridique.

INTRODUCTION

Le mot *simulation* n'est prononcé nulle part dans nos codes ; l'article 1131 C. civ. fait allusion à cette pratique sans la désigner expressément, lorsqu'il parle d'une obligation sans cause ou sur une fausse cause. Ici le mot *fausse cause* doit être pris non pas seulement dans le sens de cause erronée mais dans celui de cause *simulée*.

Un des modes de la simulation, l'interposition de personnes, est indiquée dans les articles 911, 1110, 1596 C. civ.

Malgré le mutisme de nos lois à son sujet, la simulation n'en a pas moins une très grande importance par les formes multiples qu'elle peut revêtir et par les conséquences que son emploi peut entraîner.

Nous aurions pu consacrer ce travail à l'étude de la simulation en général ; ce sujet est par lui-même assez vaste pour servir de matière à une étude juridique.

Mais il a déjà fait l'objet de nombreuses monographies. De plus il est plus ou moins longuement traité dans tous les ouvrages généraux qui ont commenté le Code civil.

Dans le but d'éviter des redites et des banalités, nous avons décidé de restreindre et de limiter notre étude.

Une loi récente du 1^{er} juillet 1901 qui a eu pour but de réglementer les associations et les congrégations religieuses contient plusieurs dispositions intéressantes concernant la simulation.

Nous avons été d'autant plus porté à les étudier que les tribunaux devançant la doctrine ont déjà eu de nombreuses occasions d'appliquer ces dispositions. Il en a été ainsi particulièrement dans les litiges fort variés auxquels a donné lieu la liquidation des biens des congrégations dissoutes.

Notre examen sera précédé d'un exposé des principes généraux de la simulation ; cela nous a paru indispensable à la compréhension de l'étude que nous nous proposons de faire de la simulation au point de vue spécial de la loi de 1901.

TITRE I

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LA SIMULATION DANS LES CONTRATS

CHAPITRE PREMIER

§ 1. Définition de la simulation. — § 2. Des diverses espèces de simulation. — Eléments constitutifs

§ 1. Définition de la simulation

La simulation dans le sens usuel et ordinaire du mot est un déguisement, une fiction. C'est la manifestation extérieure de sentiments différents de ceux qu'on éprouve dans l'intimité de sa conscience. On dit de quelqu'un que sa colère est « feinte », que sa joie est « simulée ».

Dans le langage du droit la simulation est également synonyme de déguisement, de fiction.

Il indique le concert ou l'intelligence de deux ou plusieurs personnes pour donner à une chose l'apparence d'une autre. En droit, on nomme simulé, « un acte ou la clause d'un acte qui n'est pas sincère ».

Merlin dans son *Répertoire* (1) ne fait que répéter cette définition.

Parmi les auteurs qui ont traité spécialement de la matière, Chardon (2) et Bédarride (3) ont aussi employé les mêmes expressions.

Enfin, et nous nous en tiendrons à cette définition, notre éminent maître, M. le professeur Planiol (4), s'exprime ainsi : « Il y a simulation lorsque deux ou plusieurs personnes font une convention apparente dont les effets sont ou modifiés ou totalement supprimés par une autre convention contemporaine de la première et destinée à rester secrète ». Pour compléter cette définition et y comprendre l'une des formes les plus usuelles de la simulation, nous ajouterons qu'il y a encore simulation lorsqu'une personne est censée faire en son propre nom, et pour elle-même, une convention qu'elle fait en réalité pour une autre.

1. Merlin, *Répertoire*, v^o Simulation, t. XVI, p. 267.

2. Chardon, *Traité du dol et de la fraude*.

3. Bédarride, *Traité du dol et de la fraude*.

4. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, n^o 1186.

§ 2. Des diverses espèces de simulation. Éléments
constitutifs

L'exposé qui précède montre qu'il y a deux espèces de simulation. La simulation peut porter en effet soit sur la convention même qui fait l'objet du contrat, soit sur les personnes qui y sont intéressées. Dans ce dernier cas, c'est-à-dire lorsqu'elle porte sur les parties qui ont figuré à l'acte, on dit qu'il y a interposition de personnes ou emploi d'un prête-nom. C'est la forme de simulation que nous rencontrerons le plus souvent dans cette étude.

Lorsque la simulation porte sur l'objet même du contrat ou sur ses modalités, la condition indispensable à son existence est la simultanéité entre l'acte ostensible et l'acte destiné à demeurer secret appelé *contre-lettre*. Il n'y a pas simulation lorsque le second acte renferme une convention nouvelle et différente mais postérieure à la première : ainsi, lorsqu'après avoir fait un contrat de louage ou de vente les parties font quelques temps après une convention nouvelle dans le but de modifier les conditions du premier contrat, cet acte, qui n'est d'ailleurs pas destiné à rester secret, n'a pas le caractère d'une

contre-lettre ; c'est un second contrat modificatif du premier (1).

Il n'y a pas non plus simulation quand l'acte modificatif du premier contrat a été prévu par celui-ci et n'en est, pour ainsi dire, que l'exécution. Cela se vérifie dans une pratique très courante en matière de vente qu'on appelle *déclaration de command* ; l'acquéreur qui figure dans l'acte se réserve la faculté d'indiquer plus tard dans un délai déterminé le nom de la personne dont il est le mandataire et pour le compte de laquelle il agit (1).

1. Voir en ce sens, Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 1186.

CHAPITRE II

Distinction entre la simulation et le dol

Il existe un préjugé que nous tenons à faire disparaître de suite. Certains jurisconsultes, même très éminents, ont établi une confusion entre la simulation et le dol. « La simulation, a dit un jurisconsulte (1), n'est pas autre chose qu'une fraude ». Cela n'est pas exact. Si en effet, la plupart du temps, la simulation est un moyen de fraude, il n'en est pas toujours ainsi. « On peut concevoir, dit M. Planiol (2) une simulation ayant un motif avouable ».

Au surplus, si la simulation et le dol présentent quelque analogie, il existe entre ces deux moyens de fraude de très grandes dissemblances.

Comme la simulation, le dol cache quelque

1. Bédarride, *op. cit.*, n° 1257, t. III, p. 313.

2. V. Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 1190.

chose de secret sous une apparence trompeuse. *Aliud simulatur, aliud agitur*, comme disait le jurisconsulte romain Servius dans sa définition du dol (Digeste, livre IV, titre III, frag. I, § 2). Mais, et c'est en cela que consiste la différence essentielle, tandis que le dol (1) est dirigé contre l'une des parties contractantes, soit par l'une des parties, soit par un tiers, à la condition toutefois, dans ce dernier cas que la partie contractante soit complice du dol, la simulation au contraire est « *une entente entre les parties contre les tiers* » (2). Le dol a pour but d'obtenir le consentement de l'une des parties en la trompant. Il en résulte que le consentement de cette partie est vicié comme l'indique l'article 1109 C. civ.

Dans la simulation au contraire, les deux parties sont complètement d'accord entre elles. Elles donnent leur consentement en pleine connaissance de cause. En résumé la fraude ou le dol sont ordinairement le fait exclusif d'une des parties ou d'un tiers agissant de concert avec elle pour porter préjudice à l'autre partie contractante, tandis que la simulation ne peut exister

1. Le dol que M. Planiol a défini un genre de fraude qui consiste à déterminer une personne à contracter en la trompant.

2. Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 1187.

sans le concours et le consentement de toutes les parties.

Autre différence non moins essentielle : l'effet du dol est en général d'entraîner la nullité du contrat qui en est entaché (C. civ. 1109, 1116, 1117). Nous disons en général, car le dol n'est pas toujours une cause de nullité du contrat, pour qu'il puisse produire cet effet, il est indispensable qu'il ait été la cause déterminante de la convention, qu'en un mot il soit certain que, sans les manœuvres dirigées contre elle, la partie victime du dol n'aurait pas contracté (1).

Pour cette raison le dol incident « *Dolus incidens in contractu* » n'entraîne pas la nullité de la convention ; en effet, on entend par *dol incident*, celui qui ne porte que sur des accessoires du contrat et qui ne l'a pas déterminé (2). Le dol incident laisse subsister le contrat, il donne seulement lieu à des dommages-intérêts (3).

Nous verrons bientôt au contraire que la simulation n'est pas par elle-même une cause de nullité.

1. En ce sens, Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 1063.

2. Dalloz, *Rép.*, v° Obligations, n° 205.

3. Aubry et Rau, 4^e édit., t. IV, § 343 *bis* et Planiol, *op. et loc. cit.*, n° 1067.

Toute simulation n'est pas plus une fraude que toute fraude n'est une simulation.

La fraude ou le dol constitue une tromperie dans le sens le plus général et quelquefois même dans les cas les plus graves, l'élément d'un délit.

Nos anciens jurisconsultes n'avaient pas admis moins de onze espèces de fraude ; une classification plus exacte les réduisit à trois, savoir :

1° La fraude consommée par une partie au détriment et à l'insu de l'autre partie, c'était dans le langage des jurisconsultes de l'ancien droit, la fraude *de re ad rem* ;

2° La fraude concertée par les parties pour tromper un tiers étranger à l'acte, on l'appelait *de persona in personam* ;

3° Enfin la fraude consistant à dissimuler sous la forme de l'acte le contrat réel que les parties avaient voulu faire, on disait qu'il y avait fraude *de contractu ad contractum* (1).

C'est surtout dans l'une des deux dernières catégories que rentre la fraude mise en œuvre par la simulation quand la simulation est frauduleuse.

1. Danty, *De la preuve testimoniale*, p. 172, n° 30, cité par Bédarride, I, n° 642.

CHAPITRE III

Des divers degrés de la simulation

La simulation des contrats peut être plus ou moins étendue. Les auteurs distinguent en général trois degrés de simulation (1).

1° L'acte simulé peut n'exister qu'en apparence et ne recouvrir aucun acte réel ; un débiteur, dans le but de soustraire son actif aux poursuites de ses créanciers, simule une aliénation ; il n'y a là qu'un simulacre de vente et le dépouillement du prétendu vendeur n'est qu'apparent ; c'est un acte purement *fictif*.

Il en est de même du billet de complaisance qui est la reconnaissance au profit d'un bénéficiaire supposé d'une dette que le souscripteur apparent n'a nullement contractée.

C'est ce genre de simulation que les auteurs qualifient d'*absolue* ; les parties n'ayant eu nul-

1. Voir notamment Planiol, *op. cit.*, II, n° 1188.

lement l'intention de contracter un véritable engagement.

2^o Les parties ont réellement accompli un acte, mais elles en ont caché le caractère réel, la véritable nature, sous une forme empruntée ; l'une d'elles fait à l'autre une donation, mais, au lieu de se présenter sous la forme véritable d'une donation, l'acte affecte la forme d'une vente, le prétendu vendeur donnant quittance du prix sans l'avoir réellement touché.

Ou bien encore pour reprendre l'hypothèse précédente du billet ou de la reconnaissance de dette, un donateur qui veut dissimuler une libéralité souscrit un billet auquel il donne pour cause un prétendu prêt qu'il n'a jamais reçu du donataire.

On se trouve alors en présence d'un acte *déguisé*.

Certains auteurs disent que dans ce cas, par opposition au premier, la simulation est *relative*.

Comme on le voit, la fiction diffère du déguisement ; dans le premier cas l'acte simulé ne produit aucun effet entre les parties. Ce n'est qu'un simulacre qui ne cache rien de réel ; l'opération est purement fictive. L'acte simplement déguisé, au contraire, est un acte qui, pour être accompli sous une forme d'emprunt, n'en a pas moins une existence véritable, dès que sa

nature est reconnue il doit produire tous ses effets propres. Il en est ainsi de la donation déguisée sous la forme d'une vente. Elle doit recevoir son exécution si les deux parties ont l'une la capacité de donner et l'autre la capacité de recevoir. Bien que d'excellents auteurs (1) aient confondu ces deux formes de la simulation, il y a un grand intérêt à les distinguer.

3° La simulation par interposition de personnes se différencie des deux degrés de simulation que nous venons d'indiquer et constitue, si nous pouvons nous exprimer ainsi, une espèce à part.

Dans ce cas, l'opération est réelle et les parties ne cachent nullement l'objet du contrat ; leur but consiste uniquement à tenir secret le nom du véritable bénéficiaire.

En résumé, la différence entre ce que nous appellerons improprement les trois degrés de simulation est la suivante :

L'acte fictif sert à faire croire faussement à l'existence d'un contrat.

L'acte déguisé sert à cacher la véritable nature de l'opération.

L'acte par personne interposée a pour but de dissimuler vis-à-vis des tiers le nom de la personne réellement intéressée à la convention.

1. Aubry et Rau, t. I, § 35.

CHAPITRE IV

§ 1. La simulation n'est pas une cause de nullité du contrat. — § 2. L'acte simulé n'est pas opposable aux tiers. — § 3. Action en déclaration de simulation, comparaison avec l'action Paulienne.

§ 4. La simulation n'est pas une cause de nullité du contrat

Tous les auteurs et la jurisprudence (1) sont d'accord pour reconnaître que la simulation n'est pas par elle-même une cause de nullité du contrat réel que les parties ont entendu faire ; ainsi que le fait remarquer très justement M. Planiol, cela résulte du texte même de l'article 1321, C. civ.

Cet article déclare en effet que les « contre-

1. Cassation, 9 nov. 1891, D. 1892. 1. 151 ; Baudry-Lacantinerie, *Obligat.*, t. IV, 2400 ; Planiol, *op. cit.*, t. II, 1191 ; Demolombe, t. XXIV, n° 370.

lettres ne peuvent avoir leur effet qu'entre les parties contractantes, elles n'ont point d'effet contre les tiers », c'est l'application pure et simple de l'article 1134, C. civ.

La contre-lettre engage donc les parties contractantes, à condition cependant que la convention qu'elle renferme réunisse toutes les conditions requises d'après le droit commun pour l'existence et la validité des contrats en général (1).

C'est ainsi que la jurisprudence déclare nulle, même entre les parties, la contre-lettre constatant une convention illicite ; il en est ainsi, en matière de cession d'office, du traité secret par lequel les parties augmentent le prix porté dans l'acte ostensible (Cassat. 18 mars 1895, D. 1895, I, 346; Cassat., 13 juillet 1885, D. 1886, I. 263).

Pourtant, en matière de vente, il est aujourd'hui reconnu par tous les auteurs que l'article 1321 du C. civ. a abrogé l'article 40 de la loi du 22 frimaire an VII qui déclarait nulle et de nul effet « toute contre-lettre... qui aurait pour objet une augmentation du prix stipulé dans un acte précédemment enregistré (2) ».

1. Baudry-Lacantinerie, *op. et loc. cit.*, n° 2401.

2. Rép. Dalloz, *Supplément*, v° Obligations; n° 1411.

§ 2. L'acte simulé n'est pas opposable aux tiers

L'acte simulé, ainsi que l'indique l'article 1321 C. civ., n'est pas opposable aux tiers (1) ; la contre-lettre, en ce qui les concerne, doit être regardée comme si elle n'existait pas. La convention constatée par l'acte ostensible doit être exécutée à leur égard, sans tenir compte des modifications apportées par la contre-lettre ; il en serait ainsi alors même que la contre-lettre serait faite en la forme notariée ou qu'elle aurait reçu date certaine conformément à l'article 1328 C. civ.

C'est seulement *contre* les tiers qu'aux termes de l'article 1321 C. civ. les contre-lettres ne sauraient avoir d'effet.

Mais une question que nous ne voulons pas laisser sans réponse se présente à notre examen. Qui doit-on entendre par tiers dans le sens de l'article 1321 du C. civ. ?

Il est bien certain que l'article 1321 C. civ. n'a pas voulu parler des tiers *penitus extranei* (2).

1. Par tiers il faut entendre même les créanciers chirographaires des parties qui sont ordinairement des ayants cause universels de leur débiteur ; en ce sens Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 1193 et plus loin.

2. Dalloz, *N. C. C. A.*, art. 1321, n° 88.

Une disposition spéciale n'était nullement nécessaire pour les soustraire aux conséquences préjudiciables de la contre-lettre, puisque l'acte apparent lui-même ne leur est pas opposable. Ils sont complètement garantis par le principe tutélaire : *Res inter alios acta aliis nec nocere, nec prodesse potest.*

Le législateur n'a pu vouloir protéger que ceux qui ont eu des relations juridiques avec l'une ou l'autre des parties, et qui ne sont pas couverts par la disposition de l'article 1165 C. civ. (1). Par conséquent les tiers de l'article 1321 sont tous ceux qui, n'ayant pas figuré dans la contre-lettre, ont intérêt à invoquer les dispositions de l'acte ostensible et simulé, pour sauvegarder les droits qu'ils tiennent des parties contractantes.

Il en est ainsi des ayants cause à titre particulier des parties dans le sens que donne à cette expression l'article 1328 du C. civ., c'est-à-dire des acquéreurs de droits réels et des créanciers hypothécaires ; auxquels bien que la loi ne l'ait pas dit, il y a lieu d'ajouter les créanciers chirographaires, la jurisprudence (2) admit cette extension pour protéger contre la simulation tous ceux qui peuvent avoir à en souffrir.

1. En ce sens Demolombe, t. XXIX, n° 334.

2. Cassat., 8 mars 1893, D. 93. 1. 243.

Il est à noter toutefois, que certains ayants cause à titre particulier n'ont pas besoin du secours de l'article 1321 C. civ. pour repousser les effets de la contre-lettre. La transcription de l'acte ostensible en particulier suffit pour priver les contre-lettres de tout effet contre les acquéreurs d'immeubles ou de droits réels sur les immeubles, ainsi que contre les créanciers hypothécaires ou privilégiés, qui se seraient conformés aux prescriptions de la loi pour la conservation de leurs droits.

De ce que la contre-lettre ne soit pas opposable aux tiers, il ne s'ensuit pas que ceux-ci ne peuvent s'en prévaloir. Il est incontestable, au contraire, que les tiers peuvent invoquer les dispositions insérées dans une contre-lettre, quand ils y ont intérêt ; ainsi les tiers peuvent, comme exerçant les droits de l'une des parties, en vertu de l'article 1166 du C. civ., demander l'exécution de stipulations faites à son profit et constatées par la contre-lettre. Par exemple, les créanciers d'un vendeur agissant du chef de celui-ci, sont admis à poursuivre l'acquéreur en paiement du supplément de prix que dans un acte secret ce dernier a promis de payer (1). On suit ici une

1. En ce sens Aubry et Rau, 4^e édit., t. VIII, p. 269 ; Demolombe, t. XXIX, n^o 348 ; Laurent, t. XXIX, n^o 193.

règle inverse de celle que la loi a insérée dans l'article 1321 ce sera l'acte apparent qui ne produira pas d'effets contre les tiers.

§ 3. **Action en déclaration de simulation, comparaison avec l'action Paulienne**

Il importe que nous parlions maintenant de l'action en déclaration de simulation. L'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901, que nous étudierons plus loin, n'en est que l'application.

En somme, c'est l'action intentée par les tiers auxquels on oppose l'acte ostensible, dans le but de démontrer que cet acte n'est qu'un simulacre et dissimule la convention réelle intervenue entre les parties.

On comprend l'importance et l'utilité de cette action. Lorsqu'un débiteur par exemple dans le but de soustraire ses immeubles aux poursuites de ses créanciers, en fait une vente simulée, ceux-ci, pour exercer leur droit de gage, ont le plus grand intérêt à démontrer que la vente est fictive et que les immeubles ne sont jamais sortis du patrimoine de leur débiteur.

L'action en déclaration de simulation est ouverte aux tiers, pris dans le sens que nous

avons indiqué ci-dessus, notamment aux ayants cause à titre particulier et aux créanciers chirographaires ; mais ils ne sont pas les seuls à pouvoir exercer cette action, les parties contractantes elles-mêmes ont le droit de l'intenter (1) ; nous verrons, dans le chapitre qui va suivre, que la preuve de la simulation est soumise à des règles beaucoup plus rigoureuses en ce qui concerne les parties contractantes qu'en ce qui touche les tiers.

On a très souvent confondu l'action paulienne prévue par l'article 1167 C. civ., avec l'action en déclaration de simulation. Mais, la jurisprudence, à laquelle s'est aujourd'hui ralliée la doctrine, fait une distinction très nette entre les deux actions (2). L'arrêt de la Cour de cassation du 16 mars 1887 s'exprime notamment ainsi :

« Attendu que les articles 1167 C. civ. et 684
« C. de proc. civ. ne sont applicables qu'aux
« actes destinés dans la commune intention des
« parties à recevoir une exécution conforme aux
« énonciations qu'ils renferment, mais que ces
« articles ne sauraient être invoqués, alors qu'il
« s'agit d'actes fictifs et qui n'ont d'autre but

1. En ce sens Baudry-Lacantinerie et Planiol, *op. cit.*

2. Cass. Req., 16 mars 1887) S. 1890. 1. 301 ; Aubry et Rau 4^e édition, t. IV, p. 146 ; Baudry-Lacantinerie, *Oblig.*, t. I, n° 731 ; Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 1201 et *seq.*

« que de tromper par leur apparence mensongère, ceux à qui ils pourraient être opposés... »

En un mot, tandis que par l'application de l'article 1467 les créanciers ont pour but de faire rentrer dans le patrimoine de leur débiteur un actif qui a été réellement aliéné, l'action en déclaration de simulation tend au contraire à faire constater qu'il n'y a jamais eu d'aliénation (1).

De cette différence entre les deux actions résultent notamment les conséquences suivantes :

1° L'action paulienne ne peut être exercée que par les créanciers dont le titre est antérieur à l'aliénation ou à l'acte attaqué ; tandis que l'action en déclaration de simulation est ouverte aux créanciers même postérieurs ; c'est une conséquence de l'idée que nous avons déjà indiquée, à savoir : qu'en matière d'action en déclaration de simulation, le créancier soutient simplement que son débiteur est propriétaire du bien qu'il désigne, il importe peu dans ces conditions que l'aliénation fictive soit ou non antérieure à la créance (2).

2° En matière d'action paulienne ou révoca-

1. Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*, n° 733.

2. Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 1203.

toire les créanciers sont tenus d'établir que l'acte attaqué a été fait par le débiteur en fraude de leurs droits et encore s'il s'agit d'une aliénation à titre onéreux qu'il y a eu concert entre l'acquéreur et le vendeur. Les créanciers qui exercent l'action en déclaration de simulation sont simplement tenus d'établir le préjudice : du moment où les autres biens de leur débiteur ne suffisent pas à les payer ; ils ont le droit de saisir ce bien qui lui appartient réellement encore, quoique mis aux mains d'un prête-nom, quel que soit le motif qui a poussé le débiteur à cacher ainsi sa qualité de propriétaire (1). M. Baudry-Lacantinerie donne un exemple frappant pour démontrer que les créanciers, qui exercent l'action en déclaration de simulation, ne sont pas tenus de prouver qu'en faisant un acte simulé leur débiteur a obéi à une pensée de fraude (2). « Supposons, dit-il, l'espèce suivante ; un créancier démontre que le débiteur a simulé au profit d'un tiers la vente d'un de ses immeubles, mais il reconnaît qu'en faisant ce contrat fictif, le débiteur, qui au surplus à cette époque n'avait pas de dettes, a voulu non pas nuire aux créanciers qu'il pourrait avoir dans la

1. Planiol, *op. et loc. cit.*, Cass., 25 juillet 1864, S. 64. 1. 452 ; Dalloz, *Supplément*, v^o Obligations, 377.

2. Baudry-Lacantinerie, *Oblig.*, t. I, p. 757.

« suite, mais seulement augmenter le crédit du
« prétendu acheteur. Ainsi de l'aveu même du
« demandeur l'intention frauduleuse a fait
« défaut, n'importe, l'action en déclaration de
« simulation devra être accueillie. »

3° A la différence de l'action en déclaration de simulation qui, comme nous l'avons dit plus haut, peut être exercée par la partie elle-même, l'action paulienne n'appartient qu'aux tiers. M. Baudry-Lacantinerie en tire la conséquence suivante : les créanciers d'une personne, qui a passé un acte fictif, auraient toujours le droit, pour faire constater cette simulation, d'agir au nom de leur débiteur, en vertu de l'article 1166 C. civ. En matière d'action paulienne, au contraire, les créanciers ne peuvent agir qu'en leur nom personnel, jamais au nom de leur débiteur.

CHAPITRE V

Preuve de la simulation

Nous avons à examiner ici les principes généraux de la preuve en matière de simulation. Cela a une très grande importance au point de vue de la question spéciale que nous avons à traiter. Nous verrons en effet que par l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901, le législateur a dérogé aux principes du droit commun en matière de preuve de la simulation. Il a notamment édicté contre les congrégations religieuses des présomptions légales d'interposition de personnes qui n'existaient pas auparavant dans nos lois.

Le Code civil renferme deux articles établissant des présomptions légales d'interposition de personnes. L'un de ces articles, l'article 944 vise les dispositions à titre gratuit au profit d'un incapable, l'autre, l'article 1100, vise les donations entre époux. En dehors de ces deux cas,

où le demandeur en nullité n'a aucune preuve à faire, la simulation, soit par voie de prête-nom, soit autrement, ne peut être prouvée que d'après les modes ordinaires de preuve.

Comme l'indiquent tous les auteurs (1) les moyens de preuve varient suivant que l'action en déclaration de simulation est exercée par les parties elles-mêmes et leurs héritiers ou par des tiers.

Quand ce sont les parties elles-mêmes ou leurs héritiers qui exercent l'action en déclaration de simulation, elles ne peuvent pour démontrer la simulation recourir ni à la preuve testimoniale ni aux présomptions. Elles avaient un moyen à leur disposition pour prouver que l'acte était simulé. Il leur appartenait de faire une contre lettre. Du moment qu'elles n'ont pas usé de ce moyen, la preuve testimoniale et les présomptions leur sont fermées, à moins qu'elles ne puissent justifier, conformément à l'article 1347 C. civ., d'un commencement de preuve par écrit.

Il y a cependant une exception à cette règle, c'est lorsque la simulation a eu pour but de faire fraude à la loi. Dans ce cas les parties contrac-

1. Planiol, *op. cit.*, 4204 et *seq.* ; Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*, 737.

tantes ou leurs héritiers peuvent prouver la simulation par tous les moyens, même par la preuve testimoniale et les présomptions ; c'est d'ailleurs une conséquence de l'article 6 du C. civ. qui interdit de déroger par des conventions particulières à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

La jurisprudence a souvent fait l'application de ce principe, au cas spécial prévu par l'article 944 C. civ., aux dispositions en faveur des incapables ; alors même que la personne gratifiée ne figurait pas parmi celles que cet article désigne comme personnes interposées, les héritiers du donateur ou du testateur n'en étaient pas moins admis à démontrer par la preuve testimoniale et les présomptions, que le légataire ou donataire n'était que le prête-nom d'un incapable, d'une congrégation non autorisée par exemple (1).

Pour admettre dans ces cas la nullité de la disposition faite à un incapable par interposition de personnes, la jurisprudence n'exige même pas la preuve d'un concert entre le testateur et le légataire. Les caractères et la preuve de l'interposition de personnes peuvent se

1. Voir en ce sens Cassation, 8 mars 1859, D. 1859. 1. 442 ; Dijon, 17 février 1897, D. 1898. 2. 61.

déduire de toutes les circonstances de nature à démontrer que le légataire n'a été dans la pensée du testateur qu'un instrument de transmission qu'il a institué en faveur d'un destinataire incapable (1).

Quant aux tiers, la preuve testimoniale et les présomptions leur sont toujours ouvertes pour prouver la simulation de l'acte qui leur est opposé. A la différence des parties, il ne leur a pas été possible de se procurer une preuve littérale de la simulation. Ils se trouvent par suite dans les cas exceptionnels prévus par l'article 1348 C. civ (2).

Les héritiers réservataires du donateur doivent-ils être considérés comme des tiers et par suite admis à prouver par témoins la simulation?

L'affirmative doit être admise à notre avis (3). Lorsque les héritiers réservataires critiquent la disposition faite contre eux par le défunt, ils agissent en vertu d'un droit qu'ils tiennent de la loi, et non en leur qualité de représentant du

1. Voir en ce sens Cassat. req., 20 juin 1888, D. 89. I. 25 ; Amiens, 25 février 1893, D. 95. 2. 57 ; Demolombe, t. XVIII, n° 641 ; Baudry-Lacantinerie, *Donat.*, I, n° 541.

2. En ce sens Cass. req., 31 juillet 1872 ; D. 1873. I. 340 ; Cass. req., 22 mars 1875, S. 1876. I. 111 ; Baudry-Lacantinerie, *Obligat.*, t. I, n° 737.

3. En ce sens, Dalloz, *Rép.*, v° Dispositions entre vifs, n° 466.

de cujus. C'est ainsi qu'il a été jugé, que la preuve par témoins ou par présomption est permise aux héritiers pour prouver l'existence d'une libéralité déguisée, lorsque cette libéralité porte atteinte à leur réserve (1).

Ajoutons que la foi attachée aux actes authentiques en ce qui regarde la réalité des actes juridiques dont ils renferment la constatation, ne s'oppose pas à ce que les conventions ou dispositions qu'ils contiennent puissent être attaquées pour cause de simulation par les parties ou les tiers (2).

Enfin la question de savoir si la preuve de la simulation a été rapportée est une question de fait dont l'appréciation appartient souverainement aux juges du fond (3).

1. En ce sens Cass., 18 août 1862, D. 1863. 1. 144 ; Cass., 20 mars 1865, D. 1865. 1. 205 ; Pau, 8 février 1892, D. 91. 2. 214.

2. En ce sens Cass. civ., 30 juin 1879 et 6 juin 1887, S. 1881. 1. 397 ; S. 1887. 1. 367 ; Demolombe, t. XXIX, n° 279 ; Baudry-Lacantinerie, *Oblig.*, t. I, p. 763.

3. Cass., 9 janvier 1906, D. 1906.

CHAPITRE VI

Caractère de la nullité dont sont frappées les dispositions à titre gratuit entachées de simulation

Avant de terminer l'exposé des principes généraux de la simulation, nous croyons indispensable de dire un mot du caractère de la nullité, dont sont frappées, en droit commun, les dispositions à titre gratuit, lorsque le disposant a eu recours à la simulation ; nous verrons plus loin quels sont à cet égard les dispositions de la loi de 1901.

La simulation, en matière de dispositions à titre gratuit, peut se produire de deux façons. Le donateur ou testateur peut transmettre sa libéralité à une personne interposée, il peut la transmettre directement à celui qu'il veut gratifier, en déguisant sa donation sous la forme d'un contrat onéreux.

Ces deux cas sont prévus par l'article 911

C. civ. Cet article déclare en effet « que toute
« disposition au profit d'un incapable sera nulle,
« soit qu'on la déguise sous la forme d'un con-
« trat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom
« de personnes interposées ».

Quel est le caractère et qu'elle est l'étendue de la nullité prononcée par ce texte ?

Tout d'abord en cas d'interposition de personnes il est admis unanimement que la disposition est nulle vis-à-vis de la personne interposée comme vis-à-vis de l'incapable que le disposant a voulu gratifier (1).

Des arrêts récents de la Cour de cassation (2) ont considéré comme entachées d'une nullité absolue ou radicale des libéralités faites à des incapables, soit par personnes interposées, soit sous l'apparence d'un contrat onéreux. En conséquence, cette nullité ne peut être couverte par des renonciations, reconnaissances ou autres actes analogues émanés des parties.

D'après une opinion qui semble prévaloir en doctrine et en jurisprudence, la libéralité faite par personne interposée ou déguisée sous l'ap-

1. V. en ce sens, Dalloz, *Rép.*, v^o Dispositions entre vifs, n^o 480.

2. Cassat. req., 17 janvier 1905, Dalloz, 1905. 4. 135 ; Cass. civ., 2 juin 1902, D. 1902.1. 346 ; Limoges, 27 décemb. 1898, D. 1901. 2. 286.

parence d'un contrat à titre onéreux, doit être annulée pour le tout alors même que la personne à laquelle elle est faite ne serait pas complètement incapable de recevoir.

La nullité de la disposition dans ce cas est envisagée comme une conséquence de la fraude qu'on a voulu faire à la loi (1).

Enfin, avant la loi de 1901, une controverse existait dans la doctrine et la jurisprudence sur le point de savoir s'il convenait d'annuler ou de maintenir la libéralité faite par personne interposée, ou sous la forme d'un acte onéreux, lorsque l'établissement que le donateur se proposait de gratifier, quoique capable de recevoir, ne pouvait accepter qu'avec l'autorisation du gouvernement (2).

Mais il nous semble, comme nous le verrons plus loin, que l'article 17 de la loi de 1901 a mis fin à cette controverse.

1. Bordeaux, 12 juin 1876, Dalloz, *Rép. Sup.*, v^o Dispositions entre vifs, n^o 464.

2. Dans le sens de la validité, Orléans, 19 mars 1896. Sous Cassat., 1899. 1. 373 ; *contra* Cassat. req., 3 mars 1880, D. 1881. 1. 261 ; Baudry-Lacantinerie, *Don.*, t. I, n^o 416 et seq. ; Planiol, *Traité de droit civil*, t. III, 2984.

TITRE II

SIMULATION DANS LES ASSOCIATIONS ET CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES

Nous avons indiqué ci-dessus les principes généraux de la simulation dans les contrats ; nous avons à étudier maintenant l'application que la loi du 1^{er} juillet 1901 en a faite aux associations et aux congrégations religieuses.

Avant d'aborder cette étude il nous paraît utile d'examiner ce qu'on entend par associations et congrégations religieuses, le régime qui les régissait les unes et les autres avant la loi de 1901, les modifications que cette loi y a apportées.

CHAPITRE PREMIER

- § 1. Définition des associations et congrégations religieuses. — § 2. Leur régime avant la loi de 1901.
— § 3. Leur régime d'après cette loi.

§ 1. Définition des associations et congrégations religieuses

A. *Associations*. — De tout temps on a désigné sous le nom spécial d'associations, des sociétés formées entre un certain nombre de personnes dans un but religieux, littéraire, scientifique, de bienfaisance, etc., mais n'ayant pas le lucre pour objet.

C'est d'ailleurs en ce sens que s'exprime l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901 : « L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente (1), leurs connaissances ou

1. Les mots d'une façon permanente ont été ajoutés au texte sur la proposition de M. Paul Beauregard, député de

leur activité dans un but autre que de *partager des bénéfices* ».

Ainsi ce qui différencie les *associations* des *sociétés civiles ou commerciales*, qui ont un but essentiellement lucratif, c'est l'absence de toute idée de gain, ou de partage de bénéfices (1).

Comme le fait remarquer M. Baudry Lacantinerie (2) les associations n'existaient pas en droit romain, au moins d'une manière distincte ; on les faisait rentrer dans les sociétés par ce que la recherche du bénéfice n'était pas une condition essentielle à l'existence de ces dernières.

B. *Congrégations religieuses*. — La loi du 1^{er} juillet 1901 n'a pas cru devoir définir les congrégations religieuses. Ce n'est pas qu'au cours de la discussion de la loi, certains orateurs n'aient demandé que le sens du mot *congrégation* fût précisé. A propos de l'article 13 de la loi, M. Béranger devant le Sénat a montré qu'il y avait utilité à définir la congrégation

la Seine, afin qu'on ne puisse confondre les associations avec la réunion qui constitue une rencontre passagère de plusieurs personnes n'ayant entre elles aucun engagement.

1. Voir Planiol, *Traité de droit civil*, t. II, n^{os} 1989 et seq. ; Clunet, *Les associations au point de vue historique et juridique*, t. I, n^o 344.

1. Baudry-Lacantinerie, *Traité de droit civil*, 3^e édit., t. XXIII, n^o 554.

religieuse, afin de la distinguer de l'association religieuse. « Vous avez défini, a-t-il dit, l'association religieuse. Elle profitera en effet de la définition donnée par l'article 1^{er} pour l'association ordinaire dont elle ne se distingue pas. Ce sera donc la réunion de deux ou plusieurs personnes dans le but qui est déterminé par le reste de l'article. Voilà l'association religieuse, mais la même définition peut-elle également convenir à la congrégation ? Puisque vous ne donnez pas de définition différente il faudra donc s'en référer à cette définition de l'article 1^{er} ».

M. Béranger a proposé de définir la congrégation (1) : « L'association de plus de vingt personnes liées par des vœux religieux et vivant en commun ».

M. Vallé rapporteur de la loi et M. Waldeck-Rousseau ont conclu au rejet de l'amendement de M. Béranger. M. Waldeck-Rousseau a fait remarquer que depuis un siècle on n'avait jamais défini ni la congrégation, ni l'association et que jamais les tribunaux n'avaient été embarrassés pour dire s'ils avaient devant eux une congrégation ou une association (2).

1. Sénat, 19 juin 1901, *Journal officiel* du 20 juin 1901, p. 946.

2. *Journal off.*, *loc. cit.*, p. 947.

Nous croyons devoir, pour définir la congrégation, nous référer à ce que dit à ce sujet M. Chavegrin. Le savant professeur (1) s'est demandé à quel signe on pourrait reconnaître les congrégations religieuses. « Il y a congrégation, dit-il, là où existent des individus liés par des vœux religieux et observant une règle ».

Ainsi, d'après M. Chavegrin, des personnes vivant en commun ne forment point une congrégation quand elles ne suivent pas de règles monastiques et n'ont émis aucun vœu (2). En sens inverse si par prudence ou autrement des religieux ont abandonné la vie commune sans se délier de leurs engagements et sans cesser d'obéir à leurs supérieurs, la congrégation subsiste avec ses caractères essentiels.

M. Chavegrin appuie son opinion sur les travaux préparatoires de la loi. « Le projet de la « commission de la Chambre, dit-il (3) (art. 11), « désignait la congrégation par une périphrase : « au lieu de leur donner leur nom, il les appelle : associations dont les membres vivent « en commun. Or ce détour de langage a disparu après un discours de M. Viviani qui

1. *Journal des sociétés*, année 1902, pp. 480 et s.

2. Voir en ce sens Rennes, 22 mars 1887, rapporté avec Cass. req., 20 juin 1888, D. 1889. 1. 25.

3. *Journal des sociétés*, op. et loc. cit.

« reprochait à la commission d'offrir aux mai-
« sons religieuses une échappatoire trop com-
« mode et de désarmer le gouvernement en face
« des ordres dont les membres se seraient dis-
« persés pour un temps » (1).

Les congrégations religieuses sont de plu-
sieurs sortes. Il y a les congrégations d'hommes
et les congrégations de femmes. Les congréga-
tions religieuses se distinguent également entre
elles par le but qu'elles poursuivent ; les unes
sont hospitalières, c'est-à-dire se consacrent au
service des malades et des indigents, les autres
se vouent à l'enseignement, à la prédication et
même exclusivement aux exercices de piété,
ces dernières portent le nom de *congrégations
contemplatives*. La loi de 1901 n'a d'ailleurs fait
aucune distinction entre les diverses sortes de
congrégations religieuses. Elle a seulement sti-
pulé par son article 14 que les personnes appar-
tenant à une congrégation religieuse non auto-
risée ne seraient admises ni à diriger un établis-
sement d'enseignement, ni à y figurer comme
professeur.

1. Chambre des députés, séance du 15 juin 1901.

§ 2. Régime des associations et congrégations religieuses
avant la loi de 1901

A. *Régime des associations.* — Ainsi que le dit M. le professeur Planiol, à la différence de la société qui a été de tout temps prévue et permise par le droit français, l'association jusqu'en 1901 est restée en dehors du droit positif et écrit (1). Non seulement les associations n'avaient aucune capacité au point de vue juridique, non seulement elles ne pouvaient ni acquérir, ni posséder, mais, quelque fût leur objet, elles ne pouvaient fonctionner qu'à la condition de solliciter et d'obtenir l'autorisation du gouvernement. L'absence d'autorisation avait pour sanction les articles 291 et suivants du Code pénal auxquels sont venus s'ajouter les dispositions de la loi du 10 avril 1834 (2). Les textes dont s'agit prononçaient la dissolution des associations composées de plus de vingt personnes qui se formaient sans autorisation ; ils frappaient en même temps d'une amende de 16 à 200 francs (art. 292,

1. Planiol, *op. cit.*, t. I, n° 1989.

2 Cette loi du gouvernement de Louis-Philippe a eu pour but d'atteindre les associations qui se fractionnent, pour échapper à la répression, en groupes de moins de vingt personnes.

C. pén.) les chefs, directeurs ou fondateurs de ces associations. Ceux qui, sans la permission de l'autorité municipale, accordaient ou consentaient l'usage d'un local pour la réunion des membres d'une association, même autorisée, étaient frappés de la même peine (art. 293, C. pén.).

L'autorisation dont il est question plus haut n'était soumise à aucune forme spéciale. Elle était donnée à Paris par le préfet de police, partout ailleurs par le préfet du département.

L'autorisation n'avait d'autre but que de rendre l'association licite et de mettre ses fondateur et administrateur à l'abri des sanctions pénales édictées par les lois ; mais elle ne conférait pas aux associations qui en étaient pourvues le droit d'acquérir ou de posséder. Ce résultat ne pouvait être atteint que si elles avaient été l'objet d'une reconnaissance d'utilité publique. Cette reconnaissance, dont bénéficiaient seulement les associations susceptibles par leur but et leur objet de servir l'intérêt général, était concédé par un décret rendu en assemblée générale du Conseil d'Etat aux termes du décret du 21 août 1872, article 5, § 4 (1).

Les associations ainsi reconnues d'utilité

1. Dalloz pér., 1872, 4, p. 401.

publique avaient la *personnalité civile* ; elles pouvaient sans autorisation faire des acquisitions à titre onéreux mais elles ne pouvaient recevoir des dons et legs sans obtenir l'autorisation des pouvoirs publics (art. 937, C. civ.).

Cependant, par suite du grand développement pris de nos jours par les associations, la jurisprudence précédant ainsi la réforme de la loi de 1901 avait fini par reconnaître une sorte de personnalité civile mitigée à certaines d'entre elles qui, bien que simplement autorisées et non reconnues d'utilité publique, poursuivaient un but particulièrement intéressant (1).

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour suprême du 2 janvier 1894, D. 1894. 1. 81, a reconnu le droit d'ester en justice et de passer des contrats dans l'intérêt de son fonctionnement à une association dite Société hippique de Cavaillon, bien qu'elle fût simplement autorisée et n'ait pas obtenu la déclaration d'utilité publique.

En dehors de cette exception créée par la jurisprudence le législateur avait cru devoir, bien avant la loi de 1901, donner à certaines associations d'une utilité reconnue, le droit d'ester en justice, d'acquérir et de posséder. Dans cette catégorie rentrent : la loi du 21 juin 1865 sur les

1. Voir en ce sens Planiol, *op. cit.*, t. II, 1956-1994.

associations syndicales. Cette loi institua deux sortes d'associations syndicales, les associations libres et les associations autorisées. Les premières, bien que ne constituant pas des établissements d'utilité publique, forment cependant des personnes morales ; elles peuvent posséder et n'ont pas besoin de l'intervention de l'autorité pour ester en justice et faire tous les actes de la vie civile (1).

Nous signalons également dans le même ordre d'idées la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels et aussi une loi plus récente qui a précédé de bien peu la loi de 1901, celle du 1^{er} avril 1898, sur les sociétés de secours mutuels.

Bien que les dispositions de la loi de 1901 ne visent nullement ces deux genres d'association (2) qui ont gardé leur autonomie, nous croyons devoir dire ici un mot très bref de la loi du 21 mars 1884. Le régime fait aux syndicats professionnels présente en effet avec celui des associations depuis la loi de 1901 une très grande analogie. Comme les associations de la loi de 1901, les syndicats professionnels peuvent

1. V. en ce sens Dalloz, *Rép. Sup.*, v^o Associations syndicales.

2. L'article 21 de la loi du 1^{er} juillet 1901 a expressément déclaré qu'il n'était apporté aucun changement aux dispositions de ces deux lois.

se former au moyen d'une simple déclaration.

Ils jouissent également des droits et avantages que la loi de 1901 a conféré comme nous le verrons aux associations déclarées. Ils peuvent ester en justice, posséder, avec cette restriction cependant, qu'ils ne peuvent acquérir d'autres immeubles que ceux qui seraient nécessaires au fonctionnement de leurs services (art. 6).

Il y a toutefois entre les associations de la loi de 1901 et les syndicats professionnels une différence caractéristique. Les syndicats ne peuvent comprendre que des personnes exerçant des professions identiques ou connexes, tandis que la loi de 1901 ne comporte aucune restriction semblable. L'association peut comprendre les personnes appartenant aux professions les plus diverses et des personnes même n'exerçant aucune profession. On peut conclure que le droit d'association tel qu'il résulte de la loi de 1884, sur les syndicats professionnels, est un peu moins large et moins étendu que celui qui résulte de la loi de 1901 dont elle peut être considérée comme un chapitre anticipé.

Les employés de l'Etat auxquels le gouvernement avait refusé le droit de former des syndicats professionnels ont pu légalement former en

vertu de la loi de 1901 des associations qui échappent à toute critique (1).

B. *Les congrégations religieuses.* — Dans l'ancien droit et sous l'ancienne monarchie il est incontestable que les congrégations religieuses étaient soumises à l'autorité royale pour leur établissement, le développement de leur patrimoine, leur fonctionnement et leur dissolution.

Il serait trop long de passer en revue ici la liste de tous les édits, ordonnances et déclarations qui ont réglementé cette matière. Nous signalerons seulement les principales. La déclaration du 7 juin 1659 interdit à toutes communautés religieuses, séminaires et confréries de se fonder sans lettres patentes du roi enregistrées dans les cours souveraines.

Allant plus loin encore l'édit de décembre 1666 œuvre du chancelier Séguier impose le consentement préalable et par écrit de l'évêque diocésain, une enquête *commodo de incommodo*, l'autorisation royale et l'enregistrement, par le parlement du ressort, de cette autorisation.

Enfin à une époque plus rapprochée de nous, l'édit de 1749 dont l'auteur est le chancelier d'Aguesseau remet en vigueur toutes les ancien-

1. En ce sens Daniel Franck, *Syndicats et associations*, p. 10. Extrait du journal *La Loi*.

nes dispositions. L'article 1^{er} de cet édit est ainsi conçu : « Renouvelant en tant que besoin les
« défenses portées par les ordonnances des rois
« nos prédécesseurs, voulons qu'il ne puisse
« être fait aucun nouvel établissement de chapitres, collèges, séminaires, maisons ou communautés religieuses, même sous prétexte
« d'hospices, congrégations, confréries, hôpitaux ou autres corps et communautés, soit
« ecclésiastiques séculières ou régulières, soit
« laïques de quelque qualité qu'elles soient, ni
« pareillement aucune création de chapelles ou
« autres titres de bénéfices dans toute l'étendue
« de notre royaume, terres et pays de notre
« obéissance, si ce n'est en vertu de notre permission expresse portée par nos lettres patentes, enregistrées en nos parlements ou conseils
« supérieurs, chacun dans son ressort en la
« forme qui sera prescrite ci-après... » (1).

Sous la Révolution française une loi du 18 août 1792 supprima complètement les congrégations religieuses d'hommes et de femmes même celles uniquement vouées au service des hôpitaux et au service des malades. Quelques-unes se reformèrent après la tourmente révolu-

1. Trouillot, *Contrat d'assoc.*, *op. et loc. cit.*, p. 5 et suiv. ; Waldeck-Rousseau, *Associat. et Cong.*, p. 8 et *seq.*

tionnaire et notamment après le rétablissement du culte.

Deux années après le Concordat le décret impérial du 3 messidor an XII supprima les congrégations qui s'étaient indûment reformées. Ce décret ajoute que « les ecclésiastiques com-
« posant lesdites congrégations ou associations
« se retireraient dans le plus bref délai dans
« leurs diocèses pour y vivre conformément aux
« lois et sous la juridiction de l'ordinaire ». Mais l'article 4 du même décret donna au gouvernement le droit d'autoriser par décret les congrégations qui lui paraîtraient dignes de cette faveur. Le gouvernement impérial profita de suite de ce droit pour autoriser quatre congrégations d'hommes : les lazaristes, les missions étrangères, les prêtres du Saint-Esprit, la compagnie des prêtres de Saint-Sulpice. En 1808 le gouvernement impérial autorisa à titre de congrégation enseignante les frères de l'école chrétienne. Quelques congrégations de femmes furent autorisées dans les mêmes conditions.

La Restauration exigea que l'autorisation fût donnée par une loi. Cette nécessité résulte de l'article 1^{er} de la loi du 2 janvier 1817 ainsi conçu : « Tout établissement ecclésiastique
« *reconnu par la loi* pourra accepter avec l'auto-
« risation du roi tous biens meubles... ».

Mais des difficultés s'élevèrent sur l'interprétation de cet article. Les partisans des congrégations soutinrent qu'il visait seulement les établissements ecclésiastiques et non les congrégations religieuses et que par suite une loi n'était pas nécessaire pour donner l'autorisation aux congrégations.

Il fallut trancher cette difficulté. Tel fut le but de la loi du 24 mai 1825. Par son article 2 cette loi stipula qu'aucune congrégation religieuse de femmes ne serait autorisée à l'avenir que par une loi ; il ne fut fait exception à cette règle qu'en faveur des congrégations existant antérieurement au 1^{er} janvier 1825.

L'article 3 stipulait qu'une simple ordonnance du roi suffirait pour autoriser la création de tout nouvel établissement par une congrégation religieuse de femmes déjà autorisée.

Dans la discussion de la loi de 1825 il fut solennellement affirmé que les congrégations d'hommes demeuraient sous l'empire de la loi de 1817 et que le pouvoir législatif restait seul compétent pour leur octroyer l'existence légale et la capacité civile.

La loi du 24 mai 1825 fut complétée par le décret-loi du 31 janvier 1852. D'après ce décret les congrégations et communautés religieuses de femmes pouvaient être autorisées par un

simple décret dans plusieurs cas spécifiés audit article et notamment lorsqu'elles déclareraient adopter, quelle que soit l'époque de leur fondation, des statuts déjà vérifiés et enregistrés au Conseil d'Etat et approuvés pour d'autres communautés religieuses.

En résumé ainsi que l'indique M. Trouillot (1) de l'ensemble de ces dispositions il résulte qu'au moment où s'est ouvert le débat relatif à la loi du 1^{er} juillet 1901, un acte du législateur était nécessaire pour autoriser l'existence de tout ordre religieux ; et que ce principe ne subissait de dérogation qu'en ce qui touche les congrégations de femmes remplissant certaines conditions limitativement énumérées.

Quoi qu'il en soit, un grand nombre de congrégations d'hommes et de femmes, soit qu'il s'agit d'anciennes congrégations qui s'étaient reconstituées, soit qu'il s'agit de congrégations nouvelles, ne crurent pas devoir solliciter l'autorisation des pouvoirs publics.

Elles eurent ainsi une existence de fait qui se prolongea jusqu'en 1901, grâce à la tolérance des gouvernements qui se sont succédés.

Leur situation était la suivante : ne consti-

1. En ce sens Trouillot, *op. et loc. cit.*, pp. 152 et suiv. Cass., 3 juin 1861, S. 61. 1. 615. Voir également dissertation au Dalloz, *R. pér.*, 1880. 3. 73.

tuant pas une personne morale, puisqu'elles n'étaient pas autorisées, elles ne pouvaient ni posséder, ni acquérir même à titre onéreux, ni ester en justice. Pour parer à cet inconvénient les membres de la congrégation qui, pris individuellement *ut singuli*, jouissaient de la capacité civile faisaient en leur nom personnel des acquisitions qui, en fait, étaient pour le compte de la congrégation, ou bien encore à côté des congrégations il se formait des sociétés civiles, dans lesquelles entraient un ou plusieurs membres de la congrégation qui faisaient apport à la société des biens appartenant à la communauté (1). Nous verrons plus loin, lorsque nous étudierons l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901, les moyens qu'a employés le législateur pour déjouer les combinaisons et atteindre le but qu'il poursuivait : la liquidation des biens des congrégations religieuses.

Enfin, quand une personne pieuse voulait gratifier une congrégation, c'était à un de ses membres qu'elle adressait sa libéralité puisque la congrégation était incapable de recevoir.

1. Ainsi que le fait remarquer M. Chavegrin (*Journal des sociétés*, année 1903, p. 98), la simulation, qui ne se présumait pas dans les acquisitions gratuites ou onéreuses des congrégations, n'était pas davantage admise *a priori* dans les sociétés qu'ils formaient entre eux.

Quelle était la valeur au point de vue juridique de ces acquisitions à titre onéreux ou de ces donations ?

En ce qui concerne tout d'abord les acquisitions à titre onéreux ; s'il était établi — la simulation ne se présument pas, c'était au demandeur qu'il appartenait de faire cette preuve — que le membre de la congrégation, ayant figuré dans l'acte, n'était que le prête-nom de la congrégation, la vente était nulle puisque la communauté n'avait pas le droit d'acquérir. Le vendeur était fondé à en demander la nullité (1). Mais, comme le dit M. Chavegrin (2), en fait, les vendeurs usaient peu de ce droit, par la raison que s'ils avaient fait annuler la vente, ils auraient été obligés de restituer le prix par eux reçu.

Quant aux libéralités faites par des tiers à des membres de la congrégation pris *ut singuli*.

Elles étaient nulles tant vis-à-vis de la congrégation elle-même que vis-à-vis du congréganiste prête-nom en vertu du principe que nous avons déjà annoncé ci-dessus : lorsqu'une donation est annulée pour cause d'interposition de personnes, elle est anéantie vis-à-vis de la per-

1. En ce sens Cass. req., 15 déc. 1856, S. 1857. 1. 497 ; Cass., 9 novembre 1889, S. 1890. 1. 37.

2. *Journal des sociétés*, 1902, p. 401.

sonne interposée comme à l'égard d'un donataire réel (1).

Et cette nullité découlait, selon nous, de l'article 911, C. civ., ainsi conçu : « Toute disposition au profit d'un incapable sera nulle soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées.

« Seront réputées interposés les père et mère, les enfants et descendants et l'époux de la personne incapable. »

Les tribunaux, on le comprend sans peine, ne pouvaient faire autrement que de faire droit à la demande des héritiers du donateur lorsqu'ils réclamaient, en vertu des dispositions de l'article 911, la nullité des libéralités faites à des congrégations religieuses non autorisées. Les recueils de jurisprudence sont remplis de décisions à cet égard (2).

Il importe toutefois de faire une remarque qui, étant donné ce que nous dirons plus loin à propos de l'application de l'article 17 de la loi

1. *Journal des sociétés*, 1903, p. 97.

2. Cass., 9 novembre 1859, D. 1860. 4. 70 ; Paris, 10 janvier 1863, D. 1863. 2. 110 ; Montpellier, 20 avril 1891, D. 1893. 2. 532 ; Riom, 9 déc. 1891, D. 1892. 2. 149, *Rép. du droit français*, v^o Dons et legs, n^o 136 ; Trouillot et Chapsal, *Du contrat d'association*, p. 302.

de 1901, a une très grande importance. La présomption légale d'interposition de personnes, dont il est question dans l'article 911, ne pouvait s'appliquer aux membres des congrégations qui étaient gratifiés individuellement, puisqu'ils n'étaient pas compris dans la nomenclature, faite par cet article, des personnes légalement présumées interposées ; aussi les tribunaux ne prononçaient-ils la nullité des libéralités faites par personnes interposées aux congrégations non autorisées, qu'autant que les demandeurs, auxquels incombait le fardeau de la preuve, en vertu des principes généraux du droit, démontraient par les moyens ordinaires, que le membre de la congrégation gratifiée avait servi de prête-nom à la communauté (1).

Nous avons examiné ci-dessus quel était avant la loi de 1901 le sort des libéralités faites par personnes interposées à des congrégations non autorisées, ou des acquisitions faites par elle dans les mêmes conditions.

Nous allons maintenant voir brièvement quelle était la valeur des mêmes contrats, lorsque, pour les accomplir, les congrégations autorisées recourraient aux mêmes moyens c'est-à-dire à des prête-noms.

1. Voir Dalloz, *N. C. C. A.*, art. 911, n° 201 ; Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 2989 *bis*.

Les congrégations d'hommes étaient régies quant à leur capacité civile par les principes généraux du droit (art. 910 C. civ.) et la loi du 2 janvier 1817, et aussi par les lois qui les autorisaient.

Celles de femmes étaient régies par la loi du 24 mai 1825 dont toutes les dispositions sauf le § 2 de l'article 2 sont encore en vigueur aujourd'hui.

En tous cas les libéralités faites aux unes et aux autres étaient soumises à l'autorisation du gouvernement. L'on était pas d'accord sur le sort des libéralités faites indirectement ou par personnes interposées à ces congrégations.

D'après une première opinion les libéralités faites par personnes interposées à des congrégations religieuses autorisées d'hommes ou de femmes étaient valables : on soutenait dans ce système, que ces établissements n'étaient pas incapables de recevoir mais seulement d'accepter (1).

D'après une seconde opinion à laquelle se sont ralliés la majorité des auteurs et la jurisprudence, ces libéralités étaient nulles, par le motif que les personnes morales même légale-

1. Voir en ce sens Angers, 27 janvier 1848, D. 1849. 2. 92 ; Orléans, 19 mars 1896 et sur pourvoi, Cass. civ., 5 juin 1899, D. 1899. 1. 373.

ment reconnues devaient être considérées comme incapables de recevoir en tant qu'on aurait prétendu leur transmettre une libéralité sans aucune autorisation.

C'est en ce sens que se prononce M. Chavegrin dans son article du *Journal des Sociétés* (1). Mais « les congrégations autorisées elles-mêmes, dit-il, ne pouvaient valablement acquérir sous le couvert de leurs membres, c'étaient en effet des incapables soumis à un régime spécial que l'article 911 C. civ. leur interdisait d'éluder par interposition de personnes » (2).

Comme nous le verrons plus loin (3) cette controverse a disparu et n'a plus de raison d'être depuis la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901 (art. 17).

Ajoutons que les libéralités faites à des congrégations autorisées et excédant la capacité qui leur était reconnue, notamment en ce qui concerne les congrégations de femmes par la loi du

1. *Journal des sociétés*, 1903, p. 97.

2. Voir en ce sens Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 2984 ; Cass., 17 nov. 1852, D. 1853.1. 126 ; Montpellier, 3 mars 1853, S. 53. 2. 242.

3. Voir plus loin, page 103.

24 mai 1825 seraient nulles, même si elles étaient faites directement (1).

Tel était le régime des associations et des congrégations religieuses antérieurement à la loi du 1^{er} juillet 1901. Nous allons étudier maintenant les modifications qu'a apportées à ce régime la loi de 1901.

§ 3. Régime des associations et congrégations religieuses d'après la loi de 1901

La loi du 1^{er} juillet 1901 était attendue depuis de longues années, plus de trente ans, tant il est vrai que dans notre pays les réformes mêmes les plus utiles n'arrivent qu'avec lenteur. Les jurisconsultes demandaient une loi fixant d'une façon définitive le statut des associations. Cette loi est enfin venue, nous ne la jugerons pas dans ce travail, mais néanmoins nous croyons pouvoir dire qu'elle eût été accueillie avec une satisfaction sans mélange si son application n'avait paru à beaucoup être une arme de guerre contre les congrégations religieuses.

A. Régime des associations d'après la loi de

1. Baudry-Lacantinerie, *Traité des donations*, t. 1^{er}, n° 517 et seq.

1901. — Il convient de remarquer tout d'abord, car c'est la question de capacité des associations qui nous intéresse plus spécialement, que l'article 2 déclare dénuées de toute capacité juridique les associations, qui ne se seront pas conformées aux dispositions de l'article 5, c'est-à-dire, qui n'auront pas été rendues publiques par les soins de leur fondateur.

Toutefois, même déclarées, les associations n'ont pas toutes le même degré de capacité. D'après l'article 6, celles qui sont simplement déclarées peuvent ester en justice, mais en dehors des subventions de l'Etat, des départements et des communes, elles ne peuvent acquérir à titre onéreux, posséder et administrer que : 1^o les cotisations de leurs membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées (ces sommes ne pouvant être supérieures à 500 fr.) ; 2^o le local nécessaire à leur administration et à la réunion de leurs membres ; 3^o les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elles se proposent.

Il résulte, ajoutons-le, du rapprochement de l'article 6 de l'article 10 que les associations seulement déclarées sont totalement incapables de recevoir à titre gratuit.

Enfin les associations reconnues d'utilité publique, conformément à l'article 10, ont une

capacité plus étendue, quoique encore limitée.

D'après l'article 11, les associations peuvent faire tous les actes de la vie civile qui ne leur sont pas interdits par leurs statuts, mais si elles ont le droit de posséder sans restriction toutes valeurs mobilières nominatives, elles ne peuvent acquérir, en fait d'immeubles, que ceux nécessaires au but qu'elles veulent atteindre. Les dites associations peuvent recevoir par dons ou legs, à la condition d'obtenir l'autorisation des pouvoirs publics dans les conditions prévues par l'article 910 C. civ. et l'article 5 de la loi du 4 février 1901. Une restriction toutefois est apportée à cette capacité de recevoir, en ce qui concerne les immeubles ; l'association reconnue d'utilité publique ne peut recevoir à titre gratuit que les immeubles nécessaires à son fonctionnement. Les immeubles excédant cette limite doivent être vendus et convertis en argent. Une autre restriction interdit à l'association, reconnue d'utilité publique, d'accepter toute donation mobilière ou immobilière avec réserve d'usufruit. Cette restriction est contraire au droit commun. L'article 949 C. civ. déclare en effet qu'il est permis au donateur de faire la réserve à son profit ou de disposer au profit d'un autre de la jouissance ou de l'usufruit des biens meubles ou immeubles donnés

Ainsi que l'indique M. Baudry-Lacantinerie (1) cette restriction, qui s'applique aux congrégations autorisées comme aux associations reconnues, a été inspirée par la préoccupation suivante : le législateur a estimé qu'il était à redouter, s'il autorisait les donations avec réserve d'usufruit, que les donateurs, dont les ressources ne se trouveraient pas modifiées en fait, ne se laissassent trop facilement entraîner à consentir de pareilles libéralités. C'est donc une mesure de protection destinée à prémunir les donateurs contre leur propre entraînement et elle apparaît davantage comme une restriction de la capacité de donner des tiers que de la capacité de recevoir des associations.

Au surplus, cette prohibition de donner avec réserve d'usufruit n'est pas nouvelle dans notre législation. L'article 4 de l'ordonnance du 14 janvier 1831 interdit aux établissements ecclésiastiques et communautés religieuses de femmes l'acceptation de donations de cette nature. On assimile même à la donation faite sous réserve d'usufruit la donation faite purement et simplement, sous la condition que le donataire servira au donateur les intérêts du

1. Baudry-Lacantinerie, *Donat.*, t. I, pp. 656-657.

capital donné au taux légal ou des intérêts supérieurs (1).

Ajoutons que pendant une certaine période, la jurisprudence administrative a appliqué indistinctement à toutes les personnes civiles sujettes à autorisation l'article 4 de l'ordonnance du 14 janvier 1831, qui cependant n'a été édicté que pour les établissements ecclésiastiques et communautés religieuses (Circul. minist. Int., 5 déc. 1863, D. 1864. 3. 24).

Mais la jurisprudence administrative a abandonné cette extension. Ainsi l'Institut de France a été autorisé à recevoir une donation faite à cet établissement sous la réserve que le donateur (le duc d'Aumale) conserverait sa vie durant l'usufruit de l'immeuble donné (Décret du 16 déc. 1886. Notes de jurisprudence du Conseil d'Etat, édit. de 1899, n° 2305).

Les différents textes, que nous avons successivement passés en revue, montrent bien le mobile auquel a obéi le législateur ; en édictant l'article 17, il a voulu prévenir l'accumulation des biens de mainmorte. Cette constatation n'est pas sans utilité pour l'examen de la question qui nous intéresse spécialement.

1. En ce sens Derouin, Gary et Worms, *Traité théorique et pratique d'assistance publique*, t. 2, p. 237, note 2.

B. *Régime des congrégations d'après la loi de 1901.* — Le législateur, comme il fallait s'y attendre, a soumis l'existence des congrégations à des conditions plus sévères et plus rigoureuses que celles qu'il a imposées aux associations ordinaires. Aux termes de l'article 13 de la loi de 1901, les congrégations religieuses ne peuvent être autorisées que par le pouvoir législatif. Mais ce qui paraîtra anormal, une fois formées, un simple décret rendu en conseil des ministres, suffira à les dissoudre (art. 13, § 3).

Il en était autrement des congrégations de femmes dans la loi de 1825, aux termes de l'article 6 de cette loi, l'autorisation des congrégations de femmes ne pouvait être révoquée que par une loi. Par cette disposition le législateur de 1825 avait voulu enlever au pouvoir exécutif le droit de révoquer *ad nutum* par un simple décret ; c'était une garantie de durée et de stabilité qui était ainsi donnée aux congrégations religieuses de femmes.

Disons en terminant que les établissements nouveaux d'une congrégation déjà existante peuvent être autorisés par un simple décret. Il en était déjà ainsi pour les congrégations religieuses de femmes d'après l'article, 3 § 2 de la loi de 1825.

Le législateur ne s'explique pas, comme il l'a

fait pour les associations ordinaires, ne s'explique pas, disons-nous, sur la capacité juridique des congrégations religieuses autorisées. Ainsi que l'indique M. Trouillot (1), il est incontestable que les congrégations pourvues de l'autorisation ont la personnalité civile, qu'elles peuvent acquérir et posséder.

Il est permis d'inférer de ces mots de l'article 13 : « *autorisation donnée par une loi qui déterminera les conditions de son fonctionnement* » que le législateur s'est réservé le droit de régler la capacité juridique de la congrégation dans l'acte législatif lui conférant l'autorisation et d'indiquer notamment dans quelle mesure elle pourrait posséder.

M. Trouillot (2) que nous avons déjà cité plus haut pense que le fonctionnement des congrégations nouvelles sera organisé dans des conditions analogues à celles auxquelles sont assujetties les congrégations déjà autorisées.

1. Trouillot, *op. cit.*, p. 232.

2. *Id.*, p. 233.

CHAPITRE II

Mesures prises par le législateur de 1901 pour empêcher la formation des biens de mainmorte

Nous avons exposé ci-dessus les conditions auxquelles le législateur a subordonné la capacité civile des associations et des congrégations religieuses, ainsi que les limites qui ont été assignées à cette capacité.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le pouvoir législatif a été préoccupé par la crainte de voir les associations déclarées et les congrégations autorisées chercher à acquérir un patrimoine plus étendu que celui qu'on leur permettait de posséder. Il a craint également de voir lesdites associations et congrégations chercher à enfreindre l'interdiction qui leur était faite de posséder. Il a cru devoir prendre des mesures pour parer à ces inconvénients. Tel a été l'objet de l'article 17.

C'est autour de ce texte que gravite presque exclusivement l'étude que nous avons entreprise.

L'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901 est ainsi conçu : « Sont nuls tous actes entre vifs
« ou testamentaires à titre onéreux ou gratuit,
« accomplis soit directement, soit par personne
« interposée ou toute autre voie indirecte, ayant
« pour objet de permettre aux associations léga-
« lement ou illégalement formées de se sous-
« traire aux dispositions des articles 2, 6, 9, 11,
« 13, 14, 16.

« Sont légalement présumées personnes inter-
« posées au profit des congrégations religieu-
« ses, mais sous réserve de la preuve contraire :

« 1^o Les associés, à qui ont été consenties des
« ventes ou fait des dons et legs, à moins, s'il
« s'agit de dons et legs, que le bénéficiaire ne
« soit l'héritier en ligne directe du disposant ;

« 2^o L'associé ou la société civile ou commer-
« ciale, composée en tout ou partie de membres
« de la congrégation, propriétaire de tout
« immeuble occupé par l'association ;

« 3^o Le propriétaire de tout immeuble occupé
« par l'association après qu'elle aura été déclá-
« rée illicite. »

Enfin « la nullité pourra être prononcée, soit

« à la diligence du ministère public, soit à la
« requête de tout intéressé ».

Comme il est facile de s'en rendre compte, sauf en ce qui concerne la présomption légale d'interposition de personnes, qui est spéciale aux congrégations, les dispositions de l'article 17 s'appliquent à la fois aux associations ordinaires et aux congrégations.

Nous les étudierons successivement dans leur application aux unes et aux autres.

§ 1. Sanction de l'article 17 en ce qui concerne les associations

1° *Associations non déclarées.* — Nous avons déjà dit ci-dessus ce que la loi de 1901 entend par associations non déclarées et quelle est la situation légale de ces sociétés, nous n'y reviendrons pas.

Comme rien ne s'oppose à leur existence elles pourraient avoir envie de posséder des biens et pour cela de recourir, faute de capacité juridique, aux procédés indiqués par l'article 17.

Si le législateur n'avait pas obvié à cet inconvénient, les associations ainsi formées auraient eu une condition meilleure que celle des asso-

ciations déclarées, dont la capacité, comme on l'a vu, est très limitée.

On a soutenu cependant que l'article 17 ne pouvait être la sanction de l'article 2. Le motif qu'on en donne est que cet article ne renfermant aucune défense ni prescription particulière, il est impossible de concevoir une infraction à ses dispositions.

A notre avis cela n'est pas exact ; la preuve que l'article 17 s'applique aux associations non déclarées, résulte de son texte même : l'article 2 n'est-il pas mentionné expressément dans l'article 17 ? Les mots associations illégalement formées semblent bien s'appliquer aussi aux associations non déclarées. Enfin l'interprétation que nous donnons de l'article 17 est conforme à l'esprit de la loi, le législateur ayant manifestement voulu ne donner l'autorisation de posséder qu'aux associations déclarées.

Nous croyons donc qu'au cas où, pour acquérir un patrimoine, les associations non déclarées emploieraient des actes simulés, les acquisitions ainsi faites tomberaient sous la sanction de l'article 17.

M. Trouillot remarque très justement que ces associations ne pourraient, pour posséder, se constituer sous la forme de sociétés civiles ou commerciales ; on sait en effet que le caractère

distinctif de ces sociétés, l'esprit de lucre, est tout à fait contraire au but poursuivi par les associations (1).

2° *Associations déclarées.* — Les associations déclarées ont, comme nous l'avons vu, la capacité juridique, mais cette capacité est limitée. Elles ne peuvent posséder en dehors des subventions qui peuvent leur être fournies par les pouvoirs publics que la cotisation de leurs membres et les immeubles strictement nécessaires à leur fonctionnement.

Ici encore l'article 17 trouve son application ; ces sociétés pourraient avoir le désir d'augmenter l'étendue de leur patrimoine et pour cela recevoir des dons ou faire des acquisitions par intermédiaire de prête-nom ou autrement. Toutes ces acquisitions seraient susceptibles d'être annulées aux termes de la disposition de la loi qui nous occupe.

Nous devons signaler, en parlant des associations déclarées, un incident qui s'est produit au cours de la discussion de la loi de 1901, à propos de l'article 6 et qui montre le souci qu'a eu le législateur d'empêcher les associations d'étendre leur patrimoine.

1. Trouillot, *op. cit.*, p. 65 ; Cass., 29 oct. 1894, S. 1895. 1. 65.

Au cours des débats devant le Sénat, M. Trarieux avait déposé un amendement tendant à laisser illimité le chiffre du rachat de la cotisation. M. Waldeck-Rousseau est intervenu pour demander que le chiffre de 500 fr. figurant au projet voté par la Chambre fut maintenu. « Si vous n'assignez pas de chiffre au rachat des cotisations, c'est-à-dire à une opération qui se fait en une fois, vous allez sous couleur de rachat de cotisations, ouvrir précisément la porte à ces donations mobilières que l'article 6 a voulu éviter » (1).

3° *Associations reconnues d'utilité publique.* — Nous avons vu plus haut la capacité juridique des associations reconnues d'utilité publique ; cette capacité est limitée soit quant aux immeubles qu'elles peuvent posséder, soit quant aux dons et legs qu'elles peuvent recevoir. Le législateur pouvait craindre que ces associations ne prissent des moyens détournés pour agrandir leur patrimoine, à elles aussi s'applique l'article 17.

4° *Unions d'associations.* — Bien que la loi de 1901 ne s'en explique pas expressément, les unions d'associations peuvent se former libre-

1. Sénat, débats parlementaires, *Journal officiel*, 1901, pp. 902 à 904.

ment, à la condition qu'elles soient déclarées. Cela résulte des explications données au cours de la discussion par M. Trouillot, rapporteur de la loi, à la Chambre des députés, et par M. Vallé devant le Sénat (1). Au surplus leur existence a été expressément prévue par le décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901. L'article 7 de ce décret indique en effet les déclarations qu'auront à faire les unions d'associations pour se constituer valablement.

Contrairement à la loi du 21 mars 1884 (2) qui par son article 5 interdit aux fédérations de syndicats professionnels de posséder aucun immeuble et d'ester en justice ; les unions d'associations sont investies de la même capacité juridique que celle qui est reconnue aux associations ; si une union se forme sans déclaration préalable, elle ne bénéficie d'aucune personnalité civile. Elle jouit, au contraire, de la capacité civile dans les termes des articles 6 et 11, suivant qu'elle se soumet à l'un ou à l'autre de ces articles.

On doit admettre comme conséquence, que

1. *Journal officiel*, Chambre des députés, séance du 7 février 1901, p. 327 ; Sénat, séance du 7 juin 1901, pp. 901 902.

2. Voir *Syndicats et associations*, par Daniel Franck. pp. 6 et 7.

l'article 17 serait applicable aux unions d'associations, dans le cas où elles chercheraient par des actes simulés à grossir leur patrimoine (1).

Ajoutons, comme l'indique M. Trouillot (2), que les unions d'associations ne peuvent comprendre que des associations de la même catégorie. Ainsi une union d'associations ne pourrait pas comprendre à la fois des associations déclarées et non déclarées. Sinon la loi pourrait être tournée, les associations non déclarées arriveraient ainsi à jouir indirectement de la capacité juridique.

5° *Pourquoi l'article 9 de la loi de 1901 est-il visé dans l'article 17 ?* — Avant de terminer ce que nous avons à dire sur les associations, au point de vue de l'application de l'article 17, nous croyons utile d'examiner une question qui concerne à la fois les associations déclarées et les associations reconnues d'utilité publique ; c'est celle de savoir pourquoi l'article 9 est compris parmi les articles ayant pour sanction l'article 17 ?

L'article 9 est ainsi conçu : « En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par « justice, les biens de l'association seront dévo-

1. En ce sens Trouillot, *op. cit.*, p. 131.

2. Trouillot, *op. cit.*, p. 132.

« lus conformément aux statuts ou, à défaut de
« disposition statutaire, suivant les règles déter-
« minées en assemblée générale ».

Ainsi qu'on le voit, les biens appartenant à des associations simplement déclarées ou reconnues d'utilité publique doivent, en cas de dissolution de ces associations, recevoir l'affectation prévue par les statuts ou par l'assemblée générale si les statuts n'ont rien prévu à ce sujet. En tous cas, ainsi que le fait remarquer M. Trouillot (1), ces biens ne peuvent être partagés entre les associés. Cela serait contraire au caractère essentiel de l'association qui, à l'inverse de la société de gains, ne tend pas à l'enrichissement de ses membres.

En un mot les associés ne peuvent partager entre eux que le produit de leurs cotisations.

Si l'article 17 n'interdisait pas aux associations déclarées ou reconnues d'utilité publique de se constituer un patrimoine par des moyens détournés, l'article 9 qui prescrit la dévolution des biens en cas de dissolution serait tourné, et il en résulterait que, malgré sa dissolution, l'association pourrait continuer à posséder.

1. Trouillot, *op. cit.*, pp. 146-147.

§ 2. **Application de l'article 17 aux congrégations
religieuses**

Ainsi que nous l'avons déjà expliqué et dans un but sur lequel nous ne chercherons pas à nous appesantir, le législateur a pris vis-à-vis des congrégations religieuses des mesures exorbitantes du droit commun. Nous ne croyons pas nous tromper en disant que le législateur, tout en élaborant une loi fixant le statut des associations en général et des congrégations, a surtout envisagé les mesures au moyen desquelles il arriverait le plus sûrement à la disparition de ces dernières et à la dispersion de leurs biens. Telle est l'explication des dispositions édictées spécialement par l'article 17 à l'égard des congrégations religieuses.

Nous allons les examiner.

1° *Présomption légale d'interposition de personnes.* — Nous avons déjà fait remarquer que les seules présomptions légales d'interposition de personnes existant dans nos codes avant la loi de 1901 étaient celles prévues par les articles 911 et 1100 C. civ., sans doute, comme nous l'avons dit, même avant la loi de 1901, il était permis, en vertu de l'article 911 C. civ.,

d'attaquer les dispositions à titre gratuit en faveur des congrégations religieuses non autorisées, lorsqu'elles étaient faites par personnes interposées. Mais, les présomptions légales, prévues par l'article 944 C. civ., étaient manifestement inapplicables à ce cas. Par suite, c'étaient aux parties, qui demandaient la nullité de ces dispositions, à prouver, dans les termes du droit commun, que la personne gratifiée était le prêtre-nom de la congrégation.

Le législateur n'a pas cru que le droit commun fut suffisant pour atteindre le but qu'il poursuivait : la disparition des congrégations ou tout au moins leur affaiblissement. C'est pour cela qu'il a créé de toutes pièces des présomptions légales nouvelles. Poussant la rigueur jusqu'à ses dernières limites le législateur avait même conçu le projet de faire de cette présomption légale *une présomption juris de jure* contre laquelle aucune preuve contraire ne pourrait être admise conformément à l'article 1352 C. civ. Mais, grâce à un amendement déposé par M. Perreau à la Chambre des députés (1), la preuve contraire est réservée. On lit en effet dans le § 2 de l'article 17 : « Sont légalement

1. Séance du 26 mars 1901, *Journal officiel* du 27 mars 1901, p. 959.

présumées personnes interposées au profit des congrégations religieuses ; mais *sous réserve de la preuve contraire* ».

Nous n'avons pas besoin de dire, cela n'a jamais été contesté par les tribunaux, que cette preuve contraire peut être administrée par tous les modes de droit commun, y compris les présomptions de fait.

Les personnes qui sont présumées légalement servir de prête-nom aux congrégations religieuses sont énumérées dans l'article 17 ; mais nous les étudierons tout à l'heure.

Il nous paraît logique d'étudier préalablement une question, qui seule peut expliquer l'application qui a été faite de ces présomptions légales à des actes et à des contrats antérieurs à la promulgation de la loi.

2° *Rétroactivité de l'article 17.* — Il semblait qu'en faisant une loi ayant pour but de régler la situation légale des associations et des congrégations dans notre pays, le législateur ne pouvait avoir en vue que les associations et congrégations qui se formeraient après sa promulgation. Il semblait en tous cas, en admettant que le

1. Cass. req., 2 janvier 1906, D. 1906. 1. 48 ; Besançon, 15 juillet 1903, D. 1904. 2. 57 ; Limoges, 27 décembre 1898, D. 1901. 2. 286.

législateur voulut rendre cette loi applicable aux congrégations déjà existantes, qu'il dut respecter les droits acquis.

Un des principes essentiels de notre droit est que la loi ne dispose que pour l'avenir, qu'elle n'a pas d'effet rétroactif et qu'elle doit respecter les droits acquis. L'article 2 du Code civil le déclare expressément.

Sans doute ce principe n'ayant pas été reproduit dans les constitutions de la France depuis celle du 3 fructidor an III, divers jurisconsultes en ont tiré cette conclusion, qu'il n'a pas le caractère de loi constitutionnelle s'imposant nécessairement au législateur et que par suite le pouvoir législatif a le droit de déroger à cette règle et de créer des lois rétroactives que les tribunaux sont obligés d'appliquer comme telles.

Quoiqu'il en soit, lorsqu'après le rejet de leur demande d'autorisation ou trois mois après l'expiration du délai imparti par l'article 18, § 1^{er}, les congrégations religieuses, existant en France lors de la promulgation de la loi de 1901, virent prononcer leur dissolution et la liquidation de leurs biens, la question énoncée plus haut se posa immédiatement.

Avant de la discuter il importe de faire connaître les dispositions de l'article 18 qui ont, comme nous le verrons, une très grande impor-

tance au point de vue de la solution que nous avons à rechercher.

L'article 18 dispose que la liquidation doit porter sur les biens détenus par les congrégations existantes au moment de la promulgation de la loi. Il dispose en outre que les membres des congrégations auront le droit de revendiquer les biens et valeurs qui leur appartenaient antérieurement à leur entrée dans la congrégation ou qui leur seraient échus depuis, soit par succession *ab intestat* en ligne directe ou collatérale, soit par donation ou legs en ligne directe. Enfin l'article ajoute que les dons ou legs, qui auraient été faits aux congréganistes, autrement qu'en ligne directe, pourront aussi être revendiqués par eux, mais à charge par les bénéficiaires de faire la preuve qu'ils n'avaient pas été les personnes interposées prévues par l'article 17.

Les liquidateurs nommés par les tribunaux pour procéder à la liquidation cherchèrent à se mettre en possession des biens détenus par elles. Mais ils se trouvèrent en présence des membres des congrégations ou des sociétés civiles, qui pouvaient justifier, par des titres en leur nom, de la propriété de tout ou partie de ces biens.

Dans le but d'obtenir leur mise en possession, les liquidateurs furent obligés d'introduire con-

tre les propriétaires, au moins apparents, de ces biens des actions en déclaration de simulation.

D'autre part, les membres des congrégations, en vertu de l'article 18, actionnèrent les liquidateurs en revendication des biens qui leur avaient été donnés ou légués autrement qu'en ligne directe.

C'est alors que se posa la question de rétroactivité de la présomption légale instituée par l'article 17. Devait-on, comme dans le droit antérieur, mettre à la charge du liquidateur la preuve de la simulation ? Devait-on, au contraire, admettre que c'était aux membres des congrégations qu'il appartenait de prouver, à l'encontre de cette présomption légale, qu'ils n'étaient pas personnes interposées ?

Les partisans de la rétroactivité invoquaient la doctrine suivant laquelle les lois qui intéressent l'ordre public, ont, par dérogation au principe posé dans l'article 2, C. civ., un effet rétroactif, même en l'absence de toute disposition formelle à cet égard. Ils soutenaient que tel était le caractère des dispositions de l'article 17, déclarant nuls et de nul effet tous les actes onéreux ou à titre gratuit accomplis par les congrégations soit directement, soit par personne interposée ou toute autre voie indirecte. Ils tiraient encore argument en faveur de leur opi-

nion des dispositions de l'article 18 de la loi et de sa combinaison avec l'article 17. Enfin ils invoquaient les travaux préparatoires et soutenaient que, s'il n'avait pas donné aux présomptions légales un effet rétroactif, le législateur aurait fait œuvre vaine.

Les partisans de la négative soutenaient que les dispositions de l'article 17 n'avaient pas un caractère d'ordre public. Ils prétendaient qu'alors même qu'elles seraient d'ordre public, elles ne pouvaient rétroagir. Ils invoquaient à cet égard la doctrine d'après laquelle les lois même d'ordre public ne sont pas rétroactives, si elles lèsent des droits acquis. Or, tel était manifestement le cas de l'article 17 (1).

Cette question a divisé les cours et tribunaux jusqu'en 1904 (2).

Au cours de cette année 1904, par deux arrêts successifs des 8 février et 23 juin, la Cour de cassation a mis fin à cette controverse. Elle a décidé notamment que le liquidateur d'une congrégation dissoute a, en qualité de séquestre, le

1. Voir sur cette controverse note au bas d'un arrêt de la Cour de Lyon du 13 juillet 1902, D. 1904. 2. 57.

2. Voir dans le sens de la rétroactivité, Pau, 22 déc. 1903, D. 1905. 2. 225 ; Trouillot, *Contrat d'association*, pp. 314 et seq.; *Contra* Lyon, 13 juillet 1902, précité, Planiol, t. II, p. 6, n° 19 du *Supplément* à la matière des associations.

droit d'être mis en possession des biens meubles et immeubles détenus par ladite congrégation, alors même que ces biens seraient revendiqués par un des membres en vertu d'un testament antérieur à la promulgation de la loi du 1^{er} juillet 1901 (1).

Il convient de remarquer d'ailleurs que les arrêts de la Cour suprême que nous venons de citer n'admettaient la rétroactivité qu'en ce qui concerne les actes à titre gratuit, antérieurs à la loi du 1^{er} juillet 1901.

La controverse persistait en ce qui touche les actes à titre onéreux ; les partisans de la non-rétroactivité avaient en effet à leur disposition un argument très sérieux. Si en effet l'article 18 stipule que les membres des congrégations pourront se faire restituer les biens à eux donnés ou légués antérieurement à la loi de 1901, sauf à se voir opposer les présomptions légales de l'article 17 ; l'article 18 était absolument muet en ce qui concerne les actes à titre onéreux. Les partisans de la non-rétroactivité en concluaient que, dans ce cas, les présomptions légales de l'article 17 ne pouvaient avoir d'effet rétroactif.

1. Cass. civ., 8 février 1904, D. 1904. 1. 117 et les requisi-
tions de M. Baudoin, procureur général, Cass., 23 juin 1904,
D. 1905. 1. 10.

La jurisprudence sur cette question était très divisée ; si quelques cours et tribunaux avaient admis la rétroactivité desdites présomptions légales, sans distinguer entre les actes à titre onéreux ou gratuit (1), le plus grand nombre décidaient qu'il en était autrement lorsqu'il s'agissait de contrats à titre onéreux (2).

La Cour suprême (3) a fait cesser cette controverse ; elle a décidé que les présomptions légales de l'article 17 rétroagissent aussi bien pour les contrats à titre onéreux que pour les contrats à titre gratuit.

Bien qu'elle soit sanctionnée par la haute autorité de la Cour suprême, nous inclinons à penser que la rétroactivité des présomptions légales de l'article 17 ne saurait être admise tout au moins en matière d'actes à titre onéreux.

Nous nous rallions complètement à l'opinion qui a été magistralement exposée par M. le professeur Chavegrin dans l'étude dont nous avons déjà parlé.

D'après le savant auteur (4) la présomption

1. Grenoble, 19 juillet 1905, D. 1906. 2. 137 ; Waldeck-Rousseau, *Assoc.*, p. 293 ; Trouillot, *op. cit.*, pp. 314 et *seq.*

2. Pau, 22 déc. 1903, précité. En ce sens Ledoux, *Les congrégations religieuses et la loi de 1901*, pp. 179 et *seq.*

3. Cass., 3 juin 1907, D. 1908. 1. 289 ; Cass., 17 avril 1909, *Gaz. Trib.*, 9 octobre 1909

4. *Journal des sociétés*, p. 97 et *seq.*

légale de l'article 17 rétroagit en ce qui touche les actes à titre gratuit ; elle ne peut s'appliquer aux actes à titre onéreux antérieurs à la loi.

M. Chavegrin, après avoir posé ce principe que *la loi ne rétroagit pas sauf volonté contraire manifestée par le législateur*, essaie de démontrer : 1° que l'on fait rétroagir l'article 17 en soumettant à ses prescriptions l'effet des actes qui l'ont précédé ; 2° que cette rétroactivité a été voulue pour un ordre d'hypothèses, les actes à titre gratuit, mais pour celui-là seulement.

Nous allons résumer ici les arguments invoqués par M. Chavegrin à l'appui de cette double démonstration, ils nous paraissent tout à fait probants.

Passant en revue les trois hypothèses pour lesquelles a été édictée la présomption légale de l'article 17, M. Chavegrin montre que la rétroactivité de cette présomption *fait échec à des droits acquis*. « Les congréganistes, dit-il, qui avant
« juillet 1901 ont acheté ou reçu gratuitement
« des choses quelconques ont eu, dès l'instant
« par l'effet de l'acquisition, le droit d'être trai-
« tés selon les règles dont bénéficiaient alors les
« acquéreurs de leur sorte : ils ont obtenu la
« propriété telle que la pouvaient obtenir en ce
« temps les membres de la communauté, c'est-
« à-dire avec la certitude de la garder tant qu'on

« ne prouverait pas qu'ils avaient été de purs
« prête-noms. Cette preuve n'étant pas rappor-
« tée, c'était pour eux *un droit* d'être maintenu
« en possession ».

De même, d'après le savant auteur, était non moins constant le droit qu'avaient les sociétés, où figuraient des religieux et dont parle le § 2 de l'alinéa 2 de l'article 17, d'être regardées comme existantes et valables tant qu'on ne démontrait pas que derrière elles existait la congrégation.

Enfin si l'on prend le cas dont il est question dans le § 3, alinéa 2, de l'article 17 le propriétaire quelconque qui laissait occuper une personne immobilière par un couvent avait à coup sûr, *le droit* de garder la propriété de sa chose et de ne point être *a priori* qualifié d'homme de paille de ses locataires ou de ses hôtes.

Il est donc manifeste, conclut M. Chavegrin, que la rétroactivité de l'article 17 porte atteinte à des droits acquis.

M. le professeur Chavegrin arrive ensuite à la seconde démonstration, à savoir : que la rétroactivité de la présomption légale a été voulue pour les actes à titre gratuit, mais pour ceux-là seulement.

Le principe que la loi dispose seulement pour l'avenir, dit-il, n'est pas absolu. Le législateur

peut, si bon lui semble faire tomber les droits acquis.

Or le savant professeur tire du texte de l'article 18 la preuve que le législateur a entendu donner un effet rétroactif à la présomption légale de l'article 17 en ce qui touche les actes à titre gratuit. « Selon l'article 18, § 5 de la loi, dit « M. Chavegrin, les biens donnés ou légués à « un congréganiste autrement qu'en ligne « directe pourront être revendiqués par lui, à « charge d'établir qu'il n'a pas été le prête-nom « de son ordre. Cela signifie que, sauf l'exception de la ligne directe, tout religieux donataire ou légataire est réputé personne interposée. Le texte reproduit la présomption de « l'article 17 ; mais il la *reproduit, en lui donnant « une portée qu'elle n'avait pas par elle-même et « en l'appliquant au passé.*

« C'est en effet le passé que vise essentiellement l'article 18 dans ses diverses dispositions. Il déclare (§ 1) statuer sur *les congrégations existant au moment de la promulgation de la loi*, ce sont ces congrégations déjà créées qu'il répute dissoutes de plein droit ; c'est leur patrimoine déjà constitué qu'il met en liquidation, ce sont enfin les expédients tendant à « cacher leur actif qu'il combat par la disposition de son § 5 ».

Mais, si la rétroactivité de la présomption légale en ce qui touche les actes à titre gratuit résulte de l'article 18, si en un mot par cet article le législateur a manifesté son intention de donner, dans ce cas, un effet rétroactif à la présomption légale, il n'en est pas de même en ce qui touche les autres hypothèses. Nous ne connaissons pas de texte, dit M. Chavegrin, appliquant les dispositions de l'article 17, alinéa 2 soit aux achats ou autres acquisitions onéreuses que les membres des congrégations ont faites dans la période antérieure, soit aux sociétés qui dans le même temps se sont constituées avec la participation de religieux, soit aux relations qui ont pris naissance entre le propriétaire d'un immeuble et la congrégation établie sur le fonds.

M. Chavegrin renforce d'ailleurs son argumentation à cet égard par une considération dont la portée est assurément très grande. On comprend, dit-il, que le législateur ait entendu donner un effet rétroactif à la présomption légale en ce qui concerne les actes à titre gratuit seulement, à l'exclusion des actes à titre onéreux.

Les libéralités faites à des congrégations religieuses ont toujours semblé dangereuses aux Etats qu'inquiétaient le développement de la main-morte et l'extension des ordres monas-

tiques. De plus ces libéralités ont souvent donné lieu à des procès intentés aux congrégations religieuses par des familles qui n'entendaient pas se laisser dépouiller. Il n'en était pas de même des acquisitions à titre onéreux, ces acquisitions, bien que nulles en droit, faisaient rarement l'objet de difficultés; les personnes qui vendaient des immeubles par exemple, aux congrégations religieuses, n'avaient pas d'intérêt à provoquer la nullité des contrats.

Telles sont les raisons sur lesquelles s'appuie M. Chavegrin pour soutenir que la présomption légale de l'article 17 ne s'applique qu'aux actes à titre gratuit.

Dans la seconde partie de son étude, l'éminent professeur réfute les arguments invoqués par les partisans de la rétroactivité de la présomption légale en ce qui touche les actes à titre onéreux.

Le premier de ces arguments consiste à soutenir qu'en l'absence de cette rétroactivité la loi qui veut supprimer la propriété monastique resterait *lettre morte*.

M. le professeur Chavegrin démontre qu'il n'en serait nullement ainsi, et que même, en refusant la rétroactivité à la présomption légale de l'article 17 en ce qui touche les actes à titre

onéreux, la dispersion des biens des congrégations ne serait pas entravée pour cela.

Sans doute le liquidateur, qui voudrait démontrer que les contrats d'acquisitions d'immeubles, par exemple, faits en apparence au nom d'un membre de la congrégation, l'aurait été en fait pour le compte de la congrégation devrait fournir la preuve de son assertion et son rôle serait moins facile que s'il invoquait la présomption de l'article 17, mais il userait encore d'*armes très fortes*. En effet, la jurisprudence ancienne autorisait les adversaires des congréganistes à démontrer l'interposition de personnes par tous les modes de preuve même par témoins et par présomptions de fait et les décisions nombreuses antérieures à la loi de 1901 prouvent qu'il n'était nullement difficile de prouver la simulation (1).

M. Chavegrin répond ensuite à l'argument que tirent les partisans de la rétroactivité de cette circonstance que les dispositions de la loi de 1901 sont d'ordre public et que toute loi d'ordre public rétroagit de plein droit.

Le distingué professeur fait observer avec juste raison, selon nous, que si les lois d'ordre public étaient, comme telles, rétroactives il

1. Il est bon de dire que les liquidateurs des congrégations sont considérés comme des tiers.

n'existerait guère de textes dont l'effet ne se produisit en arrière. « Autant vaudrait, dit-il, « rayer du Code civil l'article 2 et renoncer à la « stabilité du droit qu'il garantit. »

M. Chavegrin cite des arrêts de la Cour de cassation qui ont refusé de faire rétroagir une loi qui touche incontestablement à l'ordre public, la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme (1); la jurisprudence est même allée plus loin encore dans cet ordre d'idée. La Cour de Chambéry (2) a refusé un caractère rétroactif, à la loi qui a déclaré applicable à l'ancien duché de Savoie les lois françaises. Elle a annulé un mariage accompli antérieurement à l'annexion, en se fondant sur le droit canonique, législation en vigueur dans les états sardes lors de la célébration.

Donc, conclut M. Chavegrin, la loi n'est pas rétroactive par cela seule qu'elle touche l'ordre public. Si certaines lois, dit-il, atteignent le passé c'est : 1° qu'elles ne lèsent *aucuns droits acquis*, c'est ce qui se produit pour les lois de procédure auxquelles tout le monde accorde le caractère rétroactif; car personne n'a un droit

1. En ce sens Cass. req., 18 avril 1887, S. 87. 1. 157; Cass. req., 12 juillet 1888, S. 1891. 1. 71.

2. Chambéry, 8 février 1885, S. 1886. 2. 216.

acquis, à être jugé par tel tribunal et selon telles formes déterminées ; ou bien, c'est 2° que s'il y a des droits acquis, le bénéficiaire de ces droits a intérêt à ne pas s'en prévaloir, il en est ainsi en matière pénale lorsque la nouvelle loi aggrave la pénalité, il est toujours fait application de la peine moindre aux auteurs des délits commis sous l'empire de l'ancienne loi ; enfin 3° la loi d'ordre public rétroagit lorsque l'application de la loi ancienne serait inconciliable avec le but d'intérêt général que le législateur se serait proposé d'atteindre. C'est pour ce motif que M. Chavegrin tout en restant partisan, en principe, du système de la non-rétroactivité des lois présentant un intérêt d'ordre public a critiqué l'arrêt de la Cour de Chambéry ci-dessus relaté. Les raisons sur lesquelles cet arrêt s'est fondé pour annuler un mariage, sont en effet de celles dont nos lois françaises ont proscrit l'examen et la discussion devant les tribunaux dans l'intérêt de la paix des familles.

Enfin M. Chavegrin estime que rien dans les débats parlementaires de la loi de 1901 n'établit que le législateur ait entendu donner un effet rétroactif à la présomption légale de l'article 17 en ce qui touche les actes à titres onéreux. Il fait remarquer avec beaucoup d'exactitude, à notre avis, que l'allusion, qu'a faite M. Wal-

deck-Rousseau dans la séance de la Chambre des députés du 29 mars 1901 à la rétroactivité de la présomption légale de l'article 17, n'a pas dans les circonstances où elle s'est produite la portée qu'on lui attribue.

Cette allusion, d'ailleurs très courte, a été faite après que la commission, sur un discours de M. Bertrand protestant contre la rétroactivité, eut retiré l'amendement, par elle proposé, à l'article 18. Cet amendement avait pour but de déclarer que la nullité prononcée par l'article 17 serait appliquée rétroactivement à tous les actes de vente ou autres accomplis par les congrégations religieuses depuis le 14 janvier 1901, date où la discussion de la loi avait commencé devant le Parlement, on ne pourrait à son avis tirer argument des travaux préparatoires de la loi ni en un sens ni dans l'autre.

**§ 3. Personnes qui d'après l'article 17 sont présumées
légalement personnes interposées.**

Les personnes légalement présumées personnes interposées sont :

« 1^{re} Les associés, à qui ont été consenties des

« ventes ou faits des dons ou legs, à moins,
« s'il s'agit de dons et legs, que le bénéficiaire
« ne soit l'héritier en ligne directe du dispo-
« sant. »

La portée de cette disposition est facile à comprendre ; nous n'aurons donc pas à insister, tout congréganiste ayant acquis des biens ou reçu des libéralités, alors qu'il faisait partie de la congrégation, est réputé légalement le prête-nom de celle-ci. La seule exception faite résulte de la parenté pouvant exister entre le disposant et le bénéficiaire de la libéralité. Lorsque ce dernier est l'héritier en ligne directe du disposant, c'est-à-dire son fils ou son petit-fils, la qualité de prête-nom ne doit pas être présumée.

« 2° L'associé ou la société civile ou commer-
« ciale composée en tout ou partie des membres
« de la congrégation propriétaire de tout immeu-
« ble occupé par la congrégation. »

Le cas prévu par ce paragraphe est le suivant : il peut se faire qu'une congrégation se soit établie dans un immeuble appartenant à un de ses membres ; il peut se faire encore, qu'une société civile ou commerciale soit propriétaire des immeubles où fonctionne la congrégation ; dans le premier cas le congréganiste est présumé légalement personne interposée de la congrégation dont il fait partie ; il en est de

même dans le second cas de la société civile ou commerciale, mais à la condition que cette société soit composée en tout ou partie des membres de la congrégation.

Les tribunaux au cours des procès, auxquels a donné lieu la liquidation des biens des congrégations, se sont souvent trouvés en présence de sociétés civiles formées entre quelques-uns des membres de la congrégation et des tiers étrangers, qui revendiquaient, comme leur appartenant, les immeubles dans lesquels était établie la congrégation.

L'interposition de personnes a presque toujours été admise par les décisions de justice (1). Il devait d'autant mieux en être ainsi que ces sociétés n'avaient jamais le lucre pour objet, et par suite ne constituaient pas de véritables sociétés civiles dans le sens des articles 1832 C. civil. Si le mot société *commerciale*, d'ailleurs un peu insolite en matière de congrégations religieuses, a été inséré dans le paragraphe que nous examinons en ce moment, c'est évidemment parce que le législateur a voulu atteindre certaines congrégations se livrant à des opéra-

1. En ce sens Bordeaux, 18 mai 1903, D. 1904. 2. 57; Caen, 16 février 1903, D. 1904. 2. 57.

tions commerciales telles que la congrégation des chartreux (1).

Enfin est réputé personne interposée des congrégations religieuses aux termes de l'article 17.

3° « Le propriétaire de tout immeuble occupé « par la congrégation après qu'elle aura été « déclarée illicite ». Il convient de préciser la portée de cette disposition. Il est bien évident que le législateur n'a pas entendu soumettre à la présomption légale d'interposition de personnes le propriétaire de tout immeuble occupé par la congrégation avant la loi de 1901, si le propriétaire était un tiers et non un membre de la congrégation (2).

Cet article vise le cas où, postérieurement à la loi de 1901, une congrégation religieuse aurait été déclarée illicite en vertu de l'article 16. Le propriétaire de l'immeuble que la congrégation continuerait à occuper après le jugement qui l'aurait déclaré illicite serait réputée personne interposée de la congrégation.

Cette présomption légale, qui ne saurait en tout cas rétroagir puisqu'elle s'applique à un aît postérieur à la loi de 1901, a été justifiée

1. Grenoble, 19 juillet 1905, D. 1906. 2. 137.

2. En ce sens Baudry-Lacantinerie, *Donat. entre vifs et testaments*, t. I, n° 576.

ainsi par M. Waldeck Rousseau au cours de la discussion de la loi (2).

« Et maintenant, si j'avais à faire une critique contre le troisième paragraphe, je dirais que dans ce troisième paragraphe on n'a pas été jusqu'au point où j'avais été moi-même, car je crois que s'il s'est jamais rencontré une de ces présomptions, que nous appelons dans le langage du Palais *juris et de jure* c'est bien celle qui résulte de la circonstance visée.

« Il s'agit du propriétaire d'un immeuble occupé par une association ayant été déclarée illicite. Il y a eu un jugement, l'association ou la congrégation ont été condamnées comme contraires à l'ordre public ; *par exemple par ce qu'elles avaient un caractère illicite*, le jugement n'a pas été obéi et alors, qu'un des autres articles de la loi érige en délit, le fait de recevoir les membres de la congrégation dissoute. Je n'imagine pas celui qui reçoit ainsi dans son immeuble les membres d'une congrégation dissoute venant dire devant les tribunaux : « Je commets un délit ; la maison est à moi ». Quelle est alors la présomption

2. Waldeck Rousseau, *Associat. et congrégations*, p. 401 et seq.

1. Waldeck-Rousseau, *Assoc. et cong.*, *op. cit.*, p. 401 et seq.

« qui se dégage avec la dernière des rigueurs,
« c'est que, si au mépris de la loi, les religieux
« ou les associés sont reçus dans un immeuble,
« cet immeuble est le leur en vertu de cet
« axiome : *Nemo auditur propriam turpitudinem*
« *allegans*, il est impossible au propriétaire
« d'un immeuble de la société ou de la congré-
« gation dissoute de demander au tribunaux de
« lui accorder le bénéfice de son indignité... ».

Ces explications nous paraissent fort spécieuses. Il nous semble que M. Waldeck-Rousseau a fait une application un peu exagérée de la maxime : *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans*, en l'appliquant au propriétaire d'un immeuble recevant chez lui les membres d'une congrégation religieuse déclarée dissoute.

Nous admettons que le propriétaire de l'immeuble puisse être considéré comme complice de l'infraction dans les termes de l'article 8 § 3 de la loi de 1901, mais nous nous refusons à croire que par le seul fait qu'il prête son immeuble à une congrégation dissoute, il puisse être considéré comme personne interposée de la congrégation ; c'est à notre avis donner aux présomptions légales d'interposition de personnes une extension excessive.

Avant de terminer notre examen des présomptions légales édictées par l'article 17 de la

loi de 1901, nous devons faire une remarque. On sait que certaines congrégations se livrant exclusivement à l'enseignement ont été déclarées dissoutes en vertu de la loi du 7 juillet 1904 supprimant l'enseignement congréganiste.

Des liquidateurs ont été nommés pour procéder à la liquidation des biens de ces congrégations. La question s'est alors posée de savoir si, pour ce cas particulier les présomptions légales de l'article 17 pouvaient recevoir leur application.

La cour suprême, à notre connaissance du moins, ne l'a pas encore tranchée; mais un grand nombre de cours d'appel l'ont solutionnée dans le sens de la négative. D'après un arrêt de la cour de Limoges du 28 décembre 1904, la liquidation des biens des congrégations autorisées comme enseignantes et dissoutes en vertu de la loi du 7 juillet 1904, doit s'opérer non d'après les règles édictées par les articles 17 et 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901; mais d'après l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904 qui lui-même se réfère à l'article 7 de la loi du 24 mai 1825 (1).

Cette opinion nous paraît très exacte du moment que la loi du 7 juillet 1904, qui a déclaré

1. Dalloz, 1906. 2. 252.

dissoutes les congrégations enseignantes s'est référée expressément pour la liquidation des biens de ces congrégations à l'article 7 de la loi du 24 mai 1825 ; on ne voit pas comment, en l'absence de toute indication contraire, on pourrait appliquer à cette liquidation les règles des articles 17 et 18 de la loi de 1901 et comment notamment on pourrait appliquer à ce cas la rétroactivité des présomptions légales édictées par l'article 17.

M. Waldeck-Rousseau au cours de la discussion de la loi, paraît néanmoins avoir manifesté une opinion contraire.

Il s'est exprimé ainsi après avoir donné les raisons qui, à son avis, nécessitaient les présomptions légales édictées par l'article 17 :
« J'ajoute enfin que si on ne prend pas ces
« trois précautions on ouvre la porte à une
« quantité d'expédients... semblables à ceux par
« lesquels depuis de longues années les con-
« grégations ont résisté, non pas à l'action en
« dissolution qu'on ne pouvait exercer contre
« elles, mais aux revendications du fisc.

« Chaque fois on se trouvera en face d'un
« sociétaire venant dire : « C'est moi qui ai
« acheté l'immeuble » ou d'une société dans

1. Waldeck-Rousseau, *op. cit.*, pp. 402 et *seq.*

« laquelle il y aura un congréganiste disant :
« c'est moi qui suis le propriétaire de l'immeu-
« ble ».

« Si cela est vrai, il sera facile d'en apporter
« la démonstration. Il n'en reste pas moins vrai
« que toutes les circonstances permettent de
« penser qu'il y aura là une simple apparence
« et c'est précisément pourquoi nous avons
« demandé que la présomption fût une pré-
« somption légale et que par conséquent le
« soin de montrer qu'il est un acquéreur sin-
« cère appartient à celui qui réunit toutes les
« circonstances sur lesquelles j'ai insisté . .
« . . . et qui, par la place qu'il occupe
« dans la congrégation est naturellement indi-
« qué comme celui qui recevra les libéralités
« interdites ».

§ 4. Caractère de la nullité édictée par l'article 17

1^o SES CONSÉQUENCES, 2^o SA DURÉE

1^o *Ses conséquences.* — La nullité prononcée par l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901 n'est pas une nullité relative, mais une nullité absolue.

En l'édictant, le législateur, comme nous

l'avons déjà dit a eu pour but d'empêcher les associations en général comme les congrégations, de donner à leur patrimoine une extension plus grande que la loi ne leur permet. Il y a donc bien là un intérêt qui touche à un intérêt général.

Au surplus, dès avant la loi du 1^{er} juillet 1901, une disposition du Code civil, que nous avons citée à maintes reprises, l'article 911, prononçait la nullité des libéralités faites à un incapable, à une congrégation religieuse non autorisée en particulier, soit par interposition de personnes, soit sous la forme d'un contrat onéreux. D'après la doctrine et la jurisprudence cette nullité était considérée comme une nullité absolue (1).

Bien qu'aucun texte du Code civil ne l'exprime expressément, d'après les principes généraux du droit et notamment l'article 1108 C. civ., qui parmi les conditions essentielles à la validité des contrats indique la capacité de contracter, il en était de même des actes à titre onéreux, qui avant la loi de 1901 étaient passés par personnes interposées avec des associations n'ayant pas la personnalité civile ou avec des

1. En ce sens Montpellier, 20 avril 1891, D. 1893. 2. 533 ; Riom, 2 déc. 1891, D. 1892. 2. 149 ; Baudry-Lacantinerie et Colin, *Donations*, t. I, n° 586 et *seq.* ; Dalloz, *Rép. Supp.*, v° Dispositions entre vifs, n° 167.

congrégations non autorisées ; ces actes étaient entachés d'une nullité absolue. En un mot, puisque les congrégations religieuses non autorisées n'étaient pas capables de posséder, il était impossible qu'elles puissent faire indirectement ce qu'elles n'avaient pas le droit de faire directement.

Le législateur de 1901 n'a donc rien innové en édictant la nullité de l'article 17.

Les conséquences qui résultent du caractère de la nullité édictée par l'article 17 sont faciles à déduire, elles sont d'ailleurs indiquées par la loi elle-même. Le paragraphe final de l'article 17 déclare que la nullité dont il s'agit pourra être prononcée, soit à la diligence du ministère public, soit à la requête de tout intéressé.

Ainsi qu'on le voit, le législateur innovant sur ce point, a donné au ministère public, à défaut des parties intéressées, le droit de demander la nullité des actes prévus par l'article 17 ; cela démontre encore davantage le caractère absolu de la nullité prononcée par cet article.

Le législateur en dehors du ministère public n'a pas indiqué les personnes qui auraient le droit d'intenter l'action en nullité. Il s'est borné à dire que la nullité pourrait être prononcée à la requête de tout intéressé.

Il a même été déclaré par le rapporteur de la

loi, au cours de la discussion, que ce serait aux tribunaux à apprécier si la personne qui se prévaudrait de la nullité aurait ou non intérêt à s'en prévaloir (1).

Quoiqu'il en soit, il est certain que cette action en nullité peut être exercée par le disposant lui-même (2), par ses héritiers (3) et même par les créanciers du disposant ou de ses héritiers en vertu de l'article 1166, C. civ.

Il est certain également qu'en matière de congrégations religieuses le droit d'intenter cette action en nullité appartient au liquidateur de leurs biens. Obligé aux termes de la mission qu'il a reçu, de vendre tous les biens de la congrégation qu'il est chargé de liquider, il est évidemment intéressé à ce que tous les biens formant le patrimoine de la congrégation soient compris dans cette liquidation.

De ce que cette nullité est absolue découlent encore les conséquences suivantes : elle n'est pas susceptible d'être confirmée, ni ratifiée. Il a été jugé notamment que l'action en nullité doit être déclarée recevable, bien que l'auteur de celui qui l'exerce se soit antérieurement désisté d'une action semblable ou ait reconnu expressé-

1. Séance du 7 février 1901, Chambre des députés, p. 333.

2. Req., 12 juin 1907, D. 1908. 1. 235.

3. Civ., 5 juin 1907, D. 1908. 1. 13.

ment la qualité de légataire universel à la personne indiquée comme personne interposée (1).

2° *Sa durée.* — Nous avons maintenant à dire un mot de la durée de l'action en nullité prévue par l'article 17.

Du moment que cette nullité n'est pas relative, qu'elle est absolue, il est incontestable que l'article 1304, C. civ., qui limite à dix ans l'action en nullité d'une convention simplement annulable ne lui est pas applicable.

Mais sera-ce la prescription de trente ans édictée par l'article 2262, C. civ., ? autrement dit, lorsqu'à une demande en revendication de biens donnés ou légués, dans les termes de l'article 18 de la loi, le liquidateur oppose aux revendeurs la nullité des dispositions à titre gratuit, en vertu de l'article 17, ceux-ci sont-ils fondés à soutenir que les donations ou testaments, remontant à plus de trente ans, l'action en nullité est prescrite ? ou bien encore, lorsque le liquidateur intente directement une action en déclaration de simulation contre les propriétaires apparents des biens détenus par la congrégation, afin de faire rentrer ces biens dans la liquidation, ceux-ci sont-ils fondés à invoquer

1. Cass., 2 juin 1902, D. 1902. 4. 346. 7 ; Trouillot, *op. cit.*, 321.

la prescription de trente ans, si les titres, sur lesquels repose cette propriété apparente, remontent à une époque antérieure.

Pour soutenir que l'action en nullité pourrait encore être reçue, lors même qu'il se serait écoulé plus de 30 ans depuis les contrats on pourrait raisonner ainsi : La libéralité faite par personnes interposées à une congrégation non autorisée, n'est pas simplement nulle, elle est inexistante. Il en résulte qu'elle ne saurait être confirmée et qu'aucune prescription ne peut la valider. La congrégation ne peut pas plus *posséder* qu'elle ne peut acquérir ; par suite aucune prescription n'est susceptible de s'accomplir à son profit (1).

La jurisprudence, avant la loi de 1901, admettait que la prescription de trente ans pouvait être opposée, lorsque les contrats étaient antérieurs à ce laps de temps (2).

Mais, depuis la loi de 1901, il a été décidé qu'en présence de la nullité formelle prononcée par l'article 17, les demandes en revendication formées par les membres des congrégations non autorisées de biens à eux donnés ou légués, pouvaient être repoussées même si les contrats

1. Baudry-Lacantinerie, *Traité de donat.*, t. I, 380.

2. Dijon, 19 juin 1895, D. 1896 : 2, 165.

qui avaient servi de base au transfert de la propriété, remontaient à plus de trente ans (1).

Nous croyons cette décision absolument contraire aux principes. Lorsqu'à une demande en revendication le liquidateur répond en opposant la nullité prononcée par l'article 17, il est évidemment demandeur à l'exception, *reus excipiendo fit actor* ; sa demande à notre avis, doit être écartée en vertu de l'article 2262, C. civ. D'après la disposition de cet article « toutes les actions tant réelles que personnelles sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi », cela veut dire que quand même celui contre qui la demande est formée serait de mauvaise foi, la demande doit être repoussée si elle est exercée après l'expiration du délai de trente ans.

Nous terminerons nos observations sur la nullité procurée par l'article 17 par l'examen d'une question dont nous avons déjà eu l'occasion de parler.

Cet article déclare nuls tous actes entre vifs ou

1. V. en ce sens Cass. req., 25 juin 1904, D. 1905. 4. 10 ; Bordeaux, 18 mai 1903, D. 1904. 2. 57.

testamentaires à titre onéreux ou gratuits accomplis soit directement, soit par personne interposée ou toute autre voie indirecte ayant pour objet de permettre aux associations légalement ou illégalement formées de se soustraire aux prescriptions des articles 2, 6, 9, 11, 13, 14 et 16.

Il nous semble qu'il ne peut y avoir aucun doute sur le sens de ces expressions : *Associations légalement ou illégalement formées*.

Elles visent à la fois les associations proprement dites et les congrégations religieuses et parmi ces dernières les congrégations non autorisées et les congrégations autorisées.

Il en résulte à notre avis que toute libéralité faite par personne interposée à une congrégation autorisée devrait être déclarée nulle en vertu de l'article 17. Cela fait cesser la controverse antérieure à la loi de 1901 et dont nous avons parlé ci-dessus. Certains arrêts décidaient en effets que les congrégations autorisées, n'étant pas incapables de recevoir des libéralités à elles adressées par personnes interposées ne tombaient pas sous la sanction de l'article 911, C. civ.

La capacité civile des congrégations autorisées est, en effet, ainsi que nous l'avons déjà dit limi-

tée et l'acceptation de toute libéralité est soumise à l'autorisation du chef de l'Etat. Tout procédé détourné ayant pour but de faire échec à la loi devra donc être sanctionné par la nullité de l'article 17.

VU :

Le Président de la thèse.
E. CHAVEGRIN.

VU :

Le Doyen,
Ch. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
------------------------	---

TITRE I

Considérations générales sur la simulation dans les contrats

CHAPITRE PREMIER	3
§ 1. — Définition de la simulation	3
§ 2. — Diverses espèces de simulation Eléments constitutifs	5
CHAPITRE II. — <i>Distinction entre la simulation et le dol.</i>	7
CHAPITRE III. — <i>Des divers degrés de simulation</i> . . .	11
1° Acte fictif	11
2° Acte simulé	12
3° Interposition de personnes	13
CHAPITRE IV	14
§ 1. — L'acte simulé n'est pas une cause de nul- lité du contrat	14
§ 2. — Mais l'acte simulé n'est pas opposable aux tiers	16
§ 3. — Actions en déclaration de simulation. Com- paraison avec l'action paulienne	19
CHAPITRE V. — <i>Preuve de la simulation</i>	24
CHAPITRE VI. — <i>Caractère de nullité dont sont frap- pées les dispositions à titre gratuit entachées de simu- lation.</i>	29

TITRE II

Simulation dans les associations et congrégations religieuses

CHAPITRE PREMIER	34
§ 1. — Définitions	34
A. Des associations	34
B. Des congrégations religieuses	35
§ 2. — Leur régime avant la loi de 1901	39
A. Régime des associations	39
B. Régime des congrégations	44
§ 3. — Leur régime d'après cette loi	55
A. Régime des associations	55
B. Régime des congrégations	60
CHAPITRE II. — <i>Mesures prises par le législateur pour empêcher la formation des biens de mainmorte</i>	62
L'article 17.	62
§ 1. — Sanctions de l'article 17 en ce qui concerne les associations	64
1° Non déclarées	64
2° Déclarées	66
3° Reconnues d'utilité publique	67
4° Unions d'associations	67
5° Pourquoi l'article 9 est visé	69
§ 2. — Application de l'article 7 aux congrégations religieuses	71
1° Présomption légale d'interposition	71
2° Rétroactivité de l'article 17.	73
3° Personnes qui d'après l'article 17 sont présumées légalement personnes interposées	88
4° Caractère de la nullité	96
1° Ses conséquences	96
2° Sa durée	100

